

***l'Anti*capitaliste**

n°528 | 25 juin 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

VIOLENCES POLICIÈRES

RACISME

LICENCIEMENTS

MISÈRE



**ON LÂCHERA
RIEN**

Dossier

**ANTIRACISME:
DES MOBILISATIONS
TRÈS POLITIQUES**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Ni oubli, ni pardon
Page 2

PREMIER PLAN

Santé: se coordonner
et frapper ensemble!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Chine. Après l'épidémie:
crises et basculements?
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fethi Bretel (psychiatre)
sur la situation du centre hospitalier
du Rouvray Page 12



Par CATHY BILLARD

Ni oubli, ni pardon

« Effacer » le racisme et les violences policières, faire disparaître leur dénonciation de l'espace public, voilà l'objectif de l'institution policière, incarné ces derniers jours par les gesticulations du syndicat Alliance, extrêmement à droite, contre une fresque à Stains (93) en hommage à Adama Traoré et George Floyd.

Mardi 22 juin, le syndicat Alliance appelait à manifester sur sa page Facebook, demandant « *que cette phrase ("Contre le racisme et les violences policières") soit repeinte ou supprimée car elle stigmatise la police républicaine.* » L'actualité est pourtant implacable : oui, l'institution policière est raciste et violente. Et l'on pourrait ajouter sexiste, lorsque l'on voit les images de l'interpellation inacceptable d'une infirmière à la fin de la manifestation des hospitalierEs mardi 16 juin. Le jet de quelques cailloux en direction d'hommes caparaonnés a déclenché le déchainement de quatre policiers « *On m'a mise à terre et on m'a fait manger de la boue* » racontait Farida à Mediapart quelques jours après, alors qu'elle portait la marque de plaies sur le crâne et de contusions au visage et sur tout le corps. Usage proportionné de la force ? Non, déchainement de violence policière contre une femme qui s'appelle Farida. Le 22 juin, plusieurs médias rendaient public l'enregistrement de l'agonie de Cédric Chouviat, asphyxié par un placage ventral après une clé d'étranglement, il a répété sept fois « *J'étouffe* ». Un écho poignant aux propos de sa femme Doria le 4 juin, après que la vidéo de George Floyd eut été rendue publique : « *L'arrestation de Cédric aussi a été filmée. Je revois ses jambes qui s'agitent encore quand il est au sol et que des policiers le maintiennent face contre terre en s'appuyant sur lui. Cédric a connu la même souffrance que George Floyd.* »

Alors oui la vérité est là, et on ne la fera pas disparaître. La manifestation de policiers (sur leur temps de service ?) peut obtenir d'un préfet la promesse de « mettre en demeure » le maire de Stains pour qu'il efface le mot « policières » sur une fresque. Mais en face, il y a la détermination de celles et ceux qui ne veulent plus subir. La mobilisation appelée par le Comité Adama a empêché que la manif des flics se tienne devant la fresque. Elle les a obligés à se rabattre sur l'effacement d'un mot. Pour la mémoire des victimes du racisme et des violences policières, pour la dignité des habitantEs des quartiers populaires : « *Pas de justice, pas de paix* ».

BIEN DIT

Alors que les discours qu'on entend dans l'espace public semblent si souvent déconnectés de la réalité, le mouvement actuel est né de l'expérience des quartiers populaires : le travail militant de terrain redonne sens à l'action politique en ouvrant des espaces pour celles et ceux qui habitent les quartiers populaires, et pour toute cette jeunesse, qu'elle soit liée ou pas à l'histoire de l'immigration.

TRIBUNE COLLECTIVE signée par 14 intellectuelEs, lemonde.fr, 22 juin 2020.

À la Une

VIOLENCES POLICIÈRES, RACISME, LICENCIEMENTS, MISÈRE...

On lâchera rien

Les masses d'argent dépensées par les États pour sauver l'économie sont colossales. Bien supérieures aux sommes déjà astronomiques qui avaient été engagées pour sauver les banques en 2008-2009. Cet argent, les capitalistes vont vouloir le faire payer aux travailleurEs comme ils nous l'avaient fait payer suite à la précédente crise.

Déjà, Macron l'a déclaré à la télévision, il nous faudrait travailler plus pour rembourser les banques. Les réformes des retraites à points et de l'assurance chômage pourraient être remises sur la table en septembre. Dans le même temps, le gouvernement, qui fait face à une mobilisation sans précédent contre le racisme et les violences policières, offre toujours plus de garanties aux flics, indispensables pour un pouvoir déterminé à passer, une fois de plus, en force, et à réprimer toute contestation sociale.

ToutEs ensemble contre les suppressions de postes

Les prévisions pour 2020 prévoient une chute du PIB estimée entre 11 et 14 %. Ces chiffres montrent l'ampleur de la crise économique qui vient, et de la crise sociale qui l'accompagnera si ce sont les « solutions » des capitalistes qui sont mises en œuvre. Même le ministre Bruno Le Maire parle d'un million d'emplois qui vont disparaître dans les mois à venir. Nous en avons déjà un avant-goût avec l'annonce de 1233 emplois supprimés chez Nokia et 464 chez Airbus D&S, après les 10 000 à Air France et les 4 600 chez Renault. Dans de nombreuses entreprises, les patrons exercent un chantage à l'emploi, comme à Derichebourg à Toulouse où la menace de 700 licenciements a servi à raboter de près de 500 euros les revenus des 1 700 employéEs du groupe.

La bagarre contre les licenciements commence maintenant. Bien souvent, quand l'entreprise ferme, il est trop tard. Nous devons exiger dès maintenant l'interdiction des licenciements, quelle que soit leur forme (fin de CDD, de missions d'intérim ou de sous-traitants, etc.). À l'échelle des branches, ce sont



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

aux grands groupes d'assurer le maintien de l'emploi. Dans certains secteurs, comme l'automobile ou l'aéronautique, la question de la réorientation de la production doit être posée : c'est aux salariéEs et à la population de contrôler ce qui doit être produit pour satisfaire d'abord les besoins sociaux et écologiques.

Et surtout, plutôt que de jeter des centaines de milliers de personnes dans la misère, il est temps de réduire du temps de travail. Nous devons travailler moins pour travailler mieux toutEs.

Le capitalisme ne s'écroulera pas tout seul, aidons-le !

Au plus fort du confinement, des millions de personnes ont vu l'incapacité du système à faire face efficacement à la crise sanitaire. Les capitalistes et les gouvernements à

leur service, n'ont pas su protéger la population, ils ont détruit pendant des années l'hôpital public, ils n'ont pas cherché à réorienter la production pour répondre à l'urgence sanitaire.

Cette réalité a été encore plus violente dans les quartiers populaires, face à la misère, face aux violences policières et au racisme. Cela a également été le cas pour les femmes face aux violences et aux inégalités domestiques décuplées par le confinement. Elles ont bien souvent été en première ligne pendant l'épidémie, à l'hôpital, dans la grande distribution comme à la maison avec le télétravail.

Pour tenir, le gouvernement est obligé de renforcer sa politique sécuritaire : interdictions de manifester, répression politique et syndicale, violences racistes et policières dans les quartiers... Il a profité du

confinement pour renforcer un peu plus cette dynamique vers la surveillance de masse permanente des individus. Il compte également sur la passivité de millions de personnes qui ont subi le confinement et espèrent retrouver une vie « normale ».

Pour faire face, pour en finir avec ce système pourri, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et nos mobilisations. Les premières manifestations, celles des sans-papiers, celles contre les violences racistes policières et, le 16 juin dernier, avec les dizaines de milliers de soignantEs dans les rues du pays, sont des encouragements. La résignation n'est pas de mise, la colère est bien là et ne demande qu'à s'exprimer, contre Macron et son gouvernement, contre les patrons-voyous, contre la violence du monde capitaliste.

SANTÉ

Se coordonner et frapper ensemble !

Le mardi 16 juin était dans la tête de tous les hospitalierEs. Cela faisait longtemps qu'ils et elles voulaient déconfiner leur colère et la crier à la face du gouvernement, après tous leurs efforts pour sauver des vies et rester en vie !

La prime, la médaille, le défilé du 14 Juillet décrétés par Macron n'ont pas éteint cette colère, bien au contraire. Les mobilisations locales précédant « The » mobilisation en étaient le thermomètre. Elles s'étendaient et se renouvelaient sans fatigue avec le soutien de plus en plus d'usagerEs, de collectifs, de structures interprofessionnelles, à Paris comme en régions. Il n'y avait que les directions des centrales syndicales pour encore

tergiverser sur le parcours, l'horaire ou l'ordre du défilé, ne facilitant pas la tâche des syndicalistes de boîte. Pour autant, des départs collectifs ont pu se concrétiser.

Succès historique du 16 juin

Cette journée a rassemblé près de 180 000 personnes dont 20 000 à Paris. Plus de 220 villes en mouvement, manifestations et rassemblements devant les hôpitaux ou les ARS, ont permis aux professionnelEs

des hostos, des EHPAD et des structures du médico-social et de la psychiatrie de se mobiliser. Même la journée du 14 novembre dernier, à l'appel du Collectif inter-hôpitaux, n'avait pas rallié autant de monde. Jamais autant d'hospitalierEs, toutes catégories confondues, ne furent si nombreux à se mobiliser. À l'AP-HP, les grévistes, assignés ou non, se sont comptés à 11 %, voire 30 % pour certains hôpitaux de gériatrie alors que ces derniers temps, le taux était plutôt de l'ordre de 2,5 à 5 %. À Paris, la manifestation s'est terminée aux Invalides dans un nuage de gaz lacrymogène accompagné de violences policières sur des soignantEs ! Les images sur les réseaux sociaux sont éloquentes quant à la

brutalité des policiers sur Farida et bien d'autres. La conception du maintien de l'ordre qui s'est appliquée aux dernières manifestations avant Covid, s'est appliquée aux hospitalierEs ce jour, dans une nasse géante. Violenter les unEs pour faire peur à tous les autres !

Détermination intacte

Mais cela n'a pas entamé la détermination des contestataires. Les jours suivants, les initiatives locales n'ont pas faibli, bien au contraire. Jeudis de la colère massifs et combatifs. Vendredi dernier, plus de 300 personnes participaient à une soirée militante à l'hôpital Delafontaine, en Seine-Saint-Denis. Et la question cruciale se pose aujourd'hui de la

Un monde à changer

AU SECOURS, MANUEL VALLS REVIENT! Exilé à Barcelone depuis son cuisant échec lors de la « primaire de gauche » en 2017 et son élection douteuse lors des législatives, Manuel Valls a de nouveau la bougeotte. Est-ce son cuisant échec lors des élections municipales de mai 2019 à Barcelone (quatrième avec à peine plus de 13% des voix) et les perspectives d'un remaniement qui le poussent à multiplier les déclarations d'amour à Macron sur Twitter, à un tel point que cela en devient gênant? Nul ne le sait. Une chose est toutefois certaine: l'ancien Premier ministre tente par tous les moyens d'occuper un petit espace dans les champs politique et médiatique en France. Pour ce faire, Valls n'a pas hésité, la semaine dernière, à accorder une entrevue à l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, dans laquelle il a défendu un point de vue qui n'a pas dû déplaire à une rédaction dont les obsessions racistes ne sont plus à démontrer. Surfant sur les débats suscités par les mobilisations contre le racisme et les violences policières, Valls a ainsi entonné l'un des couplets favoris de la droite extrême et de l'extrême droite: ceux qui dénoncent le racisme et les violences des flics ont un agenda caché et veulent en réalité détruire « la République ».

Pas à une outrance près, l'ex-ministre de l'Intérieur, invité à réagir à sa propre interview dans *Valeurs actuelles* sur une chaîne d'information en continu, dans un mouvement de circulation circulaire de l'information dont les grands médias ont le secret, a déclaré à propos de la mort d'Adama Traoré: « *Dès le début de ce drame, la famille, le collectif, ont voulu instrumentaliser cette affaire avec un seul objectif: accuser les gendarmes et l'État* ». Autrement dit: Manuel Valls tente de revenir dans le paysage politico-médiatique français à la faveur d'un débat imposé par les mobilisations antiracistes, mais ce sont celles et ceux qui exigent depuis quatre ans la vérité sur la mort d'un jeune homme de 24 ans qui « instrumentalisent cette affaire ». Manuel Valls ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît... Sommes-nous condamnés à subir un retour de Valls, comme certains journalistes prétendent bien informés le laissent entendre? Nous n'en savons rien. Mais ce que l'on sait, c'est que tout est possible en Macronie, y compris le recyclage d'un politicien sans scrupule, quand bien même il aurait manifesté au côté de l'extrême droite à Barcelone et tiendrait un discours qui, à quelques nuances près, n'a rien à envier à celui de la droite la plus rance.

SANS-PAPIERS Vers l'acte 3

Après la journée du 30 mai, le 20 juin, acte 2 des sans-papiers, a été un nouveau succès.

À Paris la manifestation, cette fois autorisée, a rassemblé des dizaines de milliers de participantEs, et c'est toute la diversité des situations des sans-papiers qui a commencé à devenir visible dans cette mobilisation.

Les sans-papiers dans leur diversité

Un cortège de sans-papiers maghrébins, dont une des représentantEs a pris la parole à la fin de la manifestation, a témoigné d'une autre réalité que celle des foyers, celle des sans-papiers vivant en France avec leur famille. Un représentant de la communauté bengladaise s'est aussi exprimé à l'arrivée devant les milliers de manifestantEs qui avaient envahi la place de Stalingrad. Un collectif de jeunes mineurs est en train d'établir la connexion avec les collectifs de sans-papiers existants. Certains médias ont commencé à mettre en avant, sous la pression de cette mobilisation depuis le 30 mai, combien la crise sanitaire avait redonné une visibilité aux sans-papiers qui ont fait partie des « premiers de corvée ». Les livreurs de Frichti, en grève pour leur régularisation, étaient présents, appuyés par un cortège de la CGT, tandis que de nombreux sans-papiers, et centralement des femmes, témoignent comment elles ont été, pendant cette crise, privées de leur travail et de tout revenu.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Lors de la rencontre avec la marche pour Lamine Dieng, tué par la police en 2007 dans le 20^e arrondissement, c'est un délégué du Collectif des sans-papiers du 20^e qui a pris la parole pour dire que le racisme et les violences policières sont une dimension évidente de l'expérience des sans-papiers et que les collectifs de sans-papiers sont depuis des années présents aux côtés des autres victimes des violences de la police. L'ampleur de cette manifestation à Paris prend place dans les plus fortes mobilisations depuis 1996 et l'occupation de l'église Saint-Bernard.

Mobilisations dans toute la France

Mais l'événement est aussi la mobilisation dans le reste de la France. Car des manifestations ont eu lieu dans

de nombreuses autres villes, avec une présence de plus en plus importante des sans-papiers et migrantEs. À Marseille, une coordination des sans-papiers créée suite au 30 mai a appelé à une manifestation de 1500 personnes soutenue par des collectifs de quartier et des associations. À Lyon, plus d'un millier ont manifesté. À Rennes, 600 personnes ont bravé l'interdiction de manifester tandis qu'à Montpellier la manifestation a bien eu lieu quand la préfecture avait annoncé qu'elle « *n'était pas autorisée* ». Et puis il y a toutes les autres villes, trop nombreuses à citer: Lannion, Saint-Nazaire, Caen, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Grenoble, Rouen, Nantes, Saint-Étienne... Signalons que cette mobilisation pose aussi à tout le mouvement, de manière significative, la question

des libertés, celle de la circulation des personnes... et celle, tout simplement, de manifester. À Paris c'est par un arrêté du préfet que la manifestation a été autorisée. Comme une dérogation. Manifester n'est plus un droit mais dépend du bon vouloir des autorités. À Lille le rassemblement organisé par le CSP59 et d'autres associations, qui appelaient à déboulonner la statue du colon Faidherbe a été attaquée à la fois par les fascistes et la police.

Maintenir la pression

Dans cette situation, l'enjeu est donc de ne pas laisser retomber la pression. Lors de sa réunion du lundi 22 juin, la Marche des Solidarités a décidé de préparer un acte 3 du mouvement. Il s'agit désormais de multiplier les lieux d'organisation des sans-papiers et migrantEs dans tous les foyers, dans toutes les communes et départements et d'amplifier la mobilisation de la société aux côtés des sans-papiers. Mobilisations locales, actions, participation, pour la région parisienne, aux manifestations pour le logement du 11 juillet et au côté du comité Adama le 18 juillet, font partie des échéances tout comme une manifestation le 22 août pour la commémoration de l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996. Et des contacts vont être pris avec le mouvement sur tout le territoire pour envisager la perspective d'une marche nationale partant de différentes villes, une marche pour l'égalité et la régularisation de toutes les sans-papiers et migrantEs, une marche vers l'Elysée.

Denis Godard

Le chiffre

7 Sept. C'est le nombre de fois que Cédric Chouviat a répété la phrase « *J'étouffe* », le 3 janvier, à Paris, lors du contrôle de police au terme duquel il a perdu la vie, selon un rapport d'enquête dont Mediapart et Le Monde ont pu prendre connaissance. Une information qui dément, une fois de plus, la version policière de « l'affaire », et confirme que les policiers sont responsables de la mort de Cédric Chouviat, victime d'une clé d'étranglement.



Agenda

Samedi 27 juin, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris. À 15h à Barbès.

Mardi 30 juin, journée de mobilisation dans la Santé.

Samedi 11 juillet, journée de mobilisation pour le droit au logement.

Samedi 18 juillet, manifestation pour le 4^e anniversaire de la mort d'Adama Traoré, Beaumont-sur-Oise (95).

Du 23 au 26 août, 12^e université d'été du NPA, Port-Leucate (11).

Voir page 10.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

La lutte des classes disparaît au profit de la guerre entre « races ».

MANUEL VALLS, *Valeurs actuelles*, 18 juin 2020.

poursuite de la lutte. Sud a claqué la porte du Ségur, d'autres y sont encore. Le gouvernement ne s'est toujours pas engagé financièrement, ni sur les salaires et pas plus sur les embauches, au cœur des revendications du monde hospitalier. L'arrêt de la fermeture des lits, dont le manque est à l'origine du principal dysfonctionnement de l'hôpital, la gouvernance, la tarification à l'activité, autant de sujets sur lesquels le gouvernement ne se prononce pas, laissant les participants à cette mascarade s'épuiser depuis 4 semaines dans des échanges stériles.

Le gouvernement cherche à gagner du temps

Là nous apprenons qu'un « projet de protocole d'accord » est soumis aux organisations syndicales concernant les rémunérations et les carrières. Bonification

indiciaire complétée d'une « majoration supplémentaire », « porter » les aides-soignantes de la catégorie C à B, revalorisation salariale dès le 1^{er} juillet, rénovation des primes... Rien de concret, aucune enveloppe. Bien loin des 300 euros net, pour toutes, revendiqués depuis l'année dernière, mais tout est bon pour diviser les forces en présence et tenter d'éteindre le feu. Le gouvernement et Macron cherchent à gagner du temps. Pour leur imposer les exigences des personnels, la lutte doit se coordonner sur le plan national et s'inscrire dans la durée. Pour y parvenir, une coordination unitaire démocratique et représentative des hôpitaux en lutte serait un outil nécessaire. La date du 14 juillet pour une nouvelle grande échéance nationale est d'ores et déjà débattue dans les établissements. Loin des salons feutrés de la rue



de Ségur, les hospitalierEs, syndiquéEs comme non-syndiquéEs ne désarment pas, il est encore temps que les syndicats et les collectifs

fassent la preuve de leur utilité et organisent unitairement l'offensive, pour ne pas revenir à l'anormal.

CorrespondantEs

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AIR FRANCE Des milliards pour les uns, des suppressions d'emplois pour les autres

Entre 8 000 et 10 000 suppressions d'emplois pour un groupe de 55 000 salariéEs. Sans parler des sous-traitants qui n'ont aucune protection...

Comme d'habitude, gouvernement et direction d'Air France annoncent les mauvais coups par la presse, pour tester. Et le ministre Le Maire surenchérit en précisant que le gouvernement est d'accord, à condition que les salariéEs soient volontaires...

Quel «volontariat» ?
Quel est le volontariat lorsqu'ils commencent à annoncer des fermetures de bases entières en régions, Bordeaux par exemple, ou bien le centre informatique de Paray et ses 400 salariéEs situé en bordure des pistes d'Orly ? Pareil, lorsqu'ils annoncent que cet été, sous prétexte de redémarrage progressif, la plupart des vols Air France opérés traditionnellement à Orly partiront de Roissy, laissant la place à Transavia, Easyjet, Air Caraïbes... Les personnels concernés (passage, mécanos...) auront le «choix» de rester au chômage partiel, avec des pertes de salaires moyennes de 800 euros, ou d'accepter des détachements sur Roissy ou bien un départ volontaire. Ils auront le «choix» de trois heures de route par jour car la plupart habitent loin en banlieue sud, prix de l'immobilier oblige. Et mutés de Bordeaux ou Rodez dans le nord de Roissy, quel bonheur ! Le ou la conjointE ? Les enfants ? Et, bien évidemment on ne parle pas des multiples sous-traitants d'Air France, bagagistes, manutentionnaires, femmes effectuant le nettoyage des avions entre deux vols...

La faute au coronavirus ?
Évidemment, la crise actuelle a paralysé le transport aérien. Mais les capitalistes veulent qu'il redémarre le plus vite possible. De très gros intérêts sont en jeu. Outre le tourisme qui pèse 10% des profits mondiaux, le transport aérien est la clef de la rotation accélérée du capital. Des affaires mondialisées, où corruption et magouilles ne sont jamais loin. Le plan actuellement proposé par le PDG Benjamin Smith était dans les cartons bien avant le virus. Un cabinet avait travaillé à l'automne, son rapport est resté secret. Il prévoyait un plan sur cinq ans. La crise est l'occasion de l'accélérer. Un gros enjeu pour ce PDG et ses mercenaires.

Au menu, transformer les emplois, casser ceux d'Air France et développer les sociétés low cost, Transavia en tête, contrôlées par la holding Air France/KLM. Hors-d'œuvre : moins d'emplois et augmenter le temps de travail, la flexibilité des horaires dans une industrie qui travaille jour et nuit mais pas toujours régulièrement. Plat principal : baisse des salaires, et des apprentis et stagiaires travaillant gratuitement qu'on n'embauche pas à la sortie. Au dessert : précarité dans de multiples sous-sociétés et pour de nombreux salariéEs, du manutentionnaire au pilote, auto-entrepreneurEs uberisés, travaillant suivant la saison ou la semaine. Comme Ryan Air en est le modèle, domicilié dans un paradis fiscal bien sûr. Les milliards prêtés à Air France, qui rapportent au passage un confortable 2% aux banques prêteuses (qui empruntent à taux zéro à la Banque centrale européenne), vont servir non pas à sauver mais au contraire accélérer la destruction des emplois. Pour un taux de profit toujours plus élevé.

Sauver les emplois, sauver Air France
C'est l'enjeu qui a vu la naissance d'une nouvelle intersyndicale, réunissant pilotes, hôtesses et stewards, et personnels au sol. Avec une première date de mobilisation le vendredi 3 juillet, jour où Air France prévoit de nouvelles annonces aux syndicats réunis en CSEC. Dans cette bataille, l'écologie est utilisée par le gouvernement pour détruire les emplois Air France, les low cost n'ont aucune contrainte. On ferme des lignes Air France et les low cost récupèrent les créneaux horaires. L'écologie nécessaire pour réguler le transport aérien, il est vrai très polluant mais utile, passe par la nationalisation et la planification de toutes les activités de transports, aérien, rail et route. Et l'interdiction de la précarité du travail. Il faut un travail pour toutes et tous, partagé, et donc allégé, pour profiter de la vie ! Dans l'aérien comme ailleurs.

Joël Le Jeannic

ÉCOLOGIE Convention citoyenne sur le climat : de la poudre aux yeux !

Mise en place en octobre 2019, la Convention citoyenne pour le climat est composée de 150 citoyenEs tirés au sort. Leur mission : proposer des mesures structurantes pour baisser d'au moins 40% les émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale. Elle vient de publier 150 propositions. Présentée comme une expérience modèle, elle n'est cependant qu'une vulgaire opération de communication.

Au service du monarque
L'ensemble du dispositif, le nombre de participantEs, la nomination des garantEs, la question à laquelle la Convention citoyenne doit répondre, tout a été décidé par le monarque. À rebours des modèles invoqués de conférence citoyenne, celle-ci ne dispose d'aucune charte, d'aucun mode de fonctionnement validé et formalisé, d'aucune légitimité institutionnelle qui en aurait fait une expérience de démocratie participative.

C'est la manière habituelle de Macron pour ignorer les dispositions du Code de l'environnement et court-circuiter syndicats et partis, ONG et associations d'usagers... au profit d'une instance sans règles définies, qu'il tient à sa main. Quant aux propositions soumises au pouvoir, rien de neuf sous le soleil, tout a déjà été dit par les associations, les ONG... Même les mesures symboliques, reconnaissance du «crime d'écocide», création d'une «Haute autorité aux limites planétaires» ont déjà été évoquées au niveau national ou international. Le but n'est pas d'innover, mais de «faire croire» que les citoyenEs donnent leur avis,

Pour répondre à la demande de démocratie véritable portée par les Gilets jaunes et pour verdir son image, Macron a voulu jouer sur deux tableaux : la démocratie participative et la transition écologique. C'est raté.



DR

sont impliqués dans le processus de décision politique. La mesure véritablement écosocialiste de réduction du temps de travail à 28 heures hebdomadaires sans perte de salaire a été retoquée.

Catalogue de bonnes intentions
Au total, un mélange assez tiède de préoccupations souvent justes (publicité, transports, terres...) mais sans contraintes concrètes. L'accent est mis sur les efforts que doivent faire les citoyenEs, pas ceux du gouvernement et des grands groupes industriels et financiers. Les véritables responsables ne sont pas nommés, et surtout à

aucun moment la légitimité du système de production et d'échanges (le capitalisme !) n'est remise en question. L'objectif affiché est de définir des mesures qui seront soumises «sans filtre» soit au référendum, soit au vote du Parlement, soit appliquées du filtre, c'est Macron lui-même ! Les trois points que la Convention propose de soumettre à référendum sont taillés sur mesure pour obtenir un large assentiment : deux modifications constitutionnelles pour «la préservation de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité» et «la préservation de la biodiversité et la lutte contre le

dérèglement climatique», ainsi que la pénalisation du crime d'écocide. À 18 mois de la présidentielle de 2020, il en fera ce qu'il jugera utile à ses propres ambitions. Peindre en vert la politique de relance capitaliste que prépare le gouvernement, attirer quelques personnalités «écologiques» à la recherche de poste ministériel... Macron a voulu nous enfumer... C'est peine perdue ! Le catalogue de bonnes intentions issu de la Convention citoyenne sera un maigre rempart face à la mobilisation des jeunes et des peuples du monde entier qui imposeront les mesures radicales indispensables pour réaliser la justice sociale et climatique.

Commission nationale écologie

NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT
Épisode 2 : Cigéo, projet à enfouir

Comprendre leur «monde d'avant» pour construire notre «monde d'après» : avec cette série en sept épisodes, L'Anticapitaliste dresse un état des lieux du nucléaire en France.

Le monde d'avant a inventé le déchet nucléaire, le monde d'après subira sa gestion. Comme tout déchet industriel, les déchets radioactifs sont classés en différentes catégories. Les plus dangereux sont les Hautement actifs (HA) et les Moyennement actifs à vie longue (MAVL)... Comprendre : chaleur et radioactivité mortelle pendant plus de 100 000 ans.

Une capacité de stockage de 83 000 m³
Aujourd'hui en France, ces deux catégories ne constituent que 1% du volume annuel de déchets radioactifs produits mais concentrent 99% de la radioactivité. Pour cause : ils sortent principalement des cœurs de réacteurs. Pour s'en débarrasser, l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA) rêve de construire à Bure (Meuse) son Centre industriel de stockage géologique profond (Cigéo). Sur le papier : 500 m de profondeur, 300 km de galeries sur 12 km²,



DR

1500 tunnels de 100 m de long, soit une capacité de stockage de 83 000 m³. Le tout rebouché par des centaines de bouchons d'argile prétendument «étanches» pendant plus de 100 000 ans. Les collectifs Stop Cigéo (Bure-Stop55, Cedra52...) et les mouvements anti-nucléaires alertent aussi sur d'autres risques : la dégradation des matériaux, les accidents (incendie, séisme, inondation, explosion

d'hydrogène)... un effondrement a déjà coûté la vie à un ouvrier. L'estimation officielle des coûts du chantier se chiffre en dizaines de milliards et a triplé en dix ans. L'ANDRA avouait en 2017 devant une audience d'étudiantEs en physique nucléaire qu'il n'existait pas à ce jour de solution technique au stockage de tous les déchets nucléaires ni de résultats de recherche concluants concernant Cigéo. C'est exact.

Répresseion et intimidation des opposantEs
Au bord de la faillite, ne reste à cette industrie qu'une solution pour survivre : imposer ses choix par la force. L'opposition est la cible d'une répression militaire, physique et morale, toujours plus violente : les opposantEs et leurs proches sont surveillés, intimidés et attaqués depuis bientôt vingt ans. Aujourd'hui ce n'est plus un secret : l'ANDRA paie la gendarmerie des dizaines de millions d'euros pour protéger son projet¹. Pour préserver l'avenir, il est urgent d'arrêter le nucléaire, et garder les déchets sur terre, à portée de contrôle. Arrêter le nucléaire, en continuant de mobiliser, d'échanger avec les salariéEs et sous-traitantEs en première ligne, dont les compétences sont indispensables. Arrêter le nucléaire pour avoir la liberté de choisir notre énergie et notre avenir sans radioactivité.

Commission nationale écologie
1 – Voir, sur Mediapart, le dossier : «Bure : nucléaire et surveillance de masse», <https://www.mediapart.fr/journal/dossier/france/bure-nucleaire-et-surveillance-de-masse>

ÉTATS-UNIS Trump fait campagne pour le déconfinement tandis que Biden se renforce

Donald Trump a tenu son premier meeting de campagne depuis des mois le 20 juin dans une salle fermée à Tulsa, en Oklahoma.

S'adressant à une foule plus réduite que prévu, il a minimisé la gravité de la pandémie de coronavirus qui se propage toujours et s'est abstenu de parler du racisme et des violences de la police qui ont provoqué des manifestations de centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Il a parlé de la réouverture de l'économie et d'un retour à la grandeur américaine, à condition que les Démocrates et les anarchistes ne prennent pas le dessus.

Trump sur la défensive

S'adressant à une foule quasi uniquement blanche, dont presque aucun membre ne portait les masques recommandés ou ne respectait la distanciation sociale, il n'a pas parlé de « Juneteenth », le jour commémorant la fin de l'esclavage en Amérique, ni du massacre de Tulsa de 1921 lorsque les blancs ont attaqué un quartier noir, l'incendiant et tuant 300 noirs. Et il n'a pas cité le nom de George Floyd dont le meurtre par la police a déclenché les récentes manifestations. Au lieu de cela, il a dénoncé la « populace de gauche » qui a abattu les statues des généraux confédérés, ceux qui, durant la guerre de Sécession, se sont battus pour préserver l'esclavage. Trump a suggéré que s'ils étaient élus, Joe Biden et les Démocrates permettraient aux anarchistes et aux



émeutiers de se déchaîner. Trump a significativement ignoré les 122 000 morts de la pandémie et les nouvelles prévisions selon lesquelles d'ici octobre la nombre de morts pourrait atteindre 200 000 ; et il n'a pas fait allusion aux 40 millions de chômeurEs. Des sondages récents montrent que Biden devance Trump de 11 points. Trump est sur la défensive, d'abord en raison de la pandémie de coronavirus, de la crise économique et du mouvement national de protestation contre le racisme et la violence de la police. Mais il a également récemment dû subir deux décisions de la Cour suprême. Dans la première, la Cour a décidé par six voix contre trois que la loi de 1964 sur les droits civils qui interdit la discrimination fondée sur le sexe s'applique également à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, une victoire majeure pour le mouvement

LGBTQ. Dans la deuxième décision, temporaire et fondée sur la procédure, la Cour a voté par cinq voix contre quatre contre une tentative de l'administration Trump de renverser le DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals), un décret de 2012 de Barack Obama qui protège de l'expulsion 700 000 jeunes immigrantEs amenés par leurs parents aux États-Unis quand ils étaient nourrissons ou petits enfants. Mais Trump a promis de faire une nouvelle tentative pour renverser le DACA et pourrait réussir.

Prudence de Biden

Joseph Biden, le candidat démocrate (pas encore officiellement investi), n'a organisé aucun rassemblement et n'a assisté qu'à un petit événement public près de son domicile dans le Delaware il y a un mois lorsqu'il a déposé une couronne sur un monument lors d'une cérémonie le jour du souvenir. Biden

a promis de choisir une femme à la vice-présidence et, en raison des récentes manifestations, il est sous pression pour désigner une femme de couleur. En mai, Biden a réuni pour la première fois plus d'argent, 80 millions de dollars, que les 74 millions de dollars de Trump. Alors que le mouvement Black Lives Matter a exigé le « définancement » de la police, Biden a déclaré qu'il ne soutenait pas la réduction du budget de la police. Il demande plutôt plus d'argent pour que la police procède à des réformes, telles que la mise en œuvre d'une « police communautaire », afin que la police travaille en étroite collaboration avec les quartiers et les localités. Biden est pour la réouverture de l'économie américaine, mais veut le faire plus progressivement et plus prudemment que Trump, qui est pour la réouverture maintenant. Biden a également déclaré qu'il rendrait le DACA permanent le « premier jour » de sa présidence. Il a réuni une équipe de conseillers économiques, dont beaucoup sont des néolibéraux de l'administration Obama, tandis que quelques autres seraient plus progressistes. Pendant ce temps, un mois après que la police de Minneapolis a assassiné George Floyd, le mouvement dans la rue se poursuit, marquant une nouvelle ère de demandes de réformes. Les manifestations de protestation sont devenues festives, se réjouissant d'une solidarité retrouvée. Pourtant, jusqu'à présent, les propositions aussi bien des Républicains que des Démocrates sont superficielles et ne correspondent pas du tout à la demande de changements structurels profonds que le mouvement souhaite.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

CHINE Après l'épidémie : crises et basculements ?

Près d'un demi-million d'entreprises ont été déclarées en faillite au mois d'avril. Pour la première fois depuis la fin de la Révolution culturelle en 1976, l'économie est en contraction car les exportations, après avoir manqué aux marchés américains et européens, ont fini par ne plus pouvoir s'écouler une fois le monde confiné.

Le confinement a coïncidé avec la période du Nouvel an, durant laquelle des centaines de millions de chinoisES rentrent dans leurs provinces d'origine. Parmi eux, une bonne partie des 290 millions de « Mingong » ou travailleurEs migrants. Les deux tiers d'entre elles et eux viennent des campagnes vers les villes du littoral pour travailler dans les entreprises de textile, de logistique, du bâtiment ou de l'électronique. Ces travailleurEs ne bénéficient que rarement d'un contrat de travail et n'ont pas de permis de résidence « Hukou » ce qui leur interdit l'accès aux prestations sociales dont la santé et l'éducation. Avec la levée progressive du confinement, des trains bondés et des bus spécialement affrétés ont rapatrié les Mingong dans les usines du littoral. Des millions ont été témoins de la gestion catastrophique de la crise sanitaire par les autorités : une réalité insoutenable malgré le maquillage de la propagande. La colère déclenchée par la mort du docteur Li Wenliang qui avait lancé l'alerte au sujet d'une probable épidémie et la forte popularité du



WIKIMEDIA COMMONS

blog quotidien de la journaliste Fang Fang, qui a critiqué de la situation sanitaire à Wuhan, sont marquantes.

Diplomatie et exportation

Pékin mène, pourtant, une vaste campagne sur sa gestion « irrécusable » de la crise sanitaire et elle s'accompagne d'envoi de matériel médical ou de délégations sanitaires à des pays africains (et à l'Italie). De leur côté, les dirigeants des pays occidentaux n'ont eu de cesse de déplorer la centralité de la Chine dans la chaîne de production mondiale, regrettant dans le discours du moins leur dépendance aux produits chinois de première

nécessité. Trump, de son côté, a été plus offensif en parlant de « Kung-Flu » et multipliant les fake news sur l'origine douteuse du virus qu'il attribue à un laboratoire chinois à Wuhan. Tout cela sur fond de guerre commerciale avec les États-Unis, déclenchée en 2018, et qui a abouti à un premier accord en janvier 2020. Le deal côté chinois étant d'accroître de 200 milliards de dollars ses importations de produits américains d'ici 2022. Côté français, les ministères de la Santé et de l'Économie ont annoncé le 18 juin dernier de premières mesures pour la relocalisation en France de chaînes de production de la santé, comme le paracétamol produit à 50 % en Chine (et à 30 % en Inde).

Crise économique et sociale

Depuis quelques semaines, Xi Jinping annonce que la priorité est de tourner la production vers le marché intérieur. Son Premier ministre Li Keqiang n'a eu qu'une expression en bouche pendant l'assemblée nationale populaire annuelle qui s'est tenue durant une dizaine de jours fin mai : priorité à

l'emploi. Il précisera par la suite ce qu'il entend par là : « de nouvelles formes d'emploi et d'activité [à travers] l'économie des petits boulots », comprendre développer l'économie des vendeurEs à la sauvette. La banque d'investissement chinoise Zhongtai Securities estime le taux de chômage à 20 % (près de 70 millions de travailleurEs) tandis que le taux déclaré est de 5-6 %. Selon les déclarations officielles d'avril 2020, le gouvernement n'a accordé l'assurance chômage qu'à 2,3 millions dont seulement 67 000 travailleurEs migrants. Pour beaucoup, les heures supplémentaires (très pratiquées pour compléter des salaires de misère) ne suffisent plus pour gagner le minimum vital. Les coupes dans les salaires deviennent monnaie courante. Sans parler de celles et ceux qui ne sont pas payés du tout. Selon le *Labour China Journal*, des mouvements de contestation sur les arriérés de salaires touchent les secteurs des services et des transports. Ce fut le cas dans une chaîne de fast-food pékinoise, dans un hôpital privé à Zibo (Shandong), dans une usine de masques à Kunshan (Jiangsu), chez le géant de la livraison Meituan à Tonghua (Jilin), dont les employéEs réclamaient le paiement de plusieurs mois de salaires.

Myriam Rana

GRÈVE FÉMINISTE EN SUISSE Toujours autant de détermination

Depuis la déferlante du 14 juin 2019, le combat féministe ne s'est pas arrêté, les collectifs ont continué à s'organiser. La vague violette, certes moins grande, a tout de même su éclabousser le pays le 14 juin 2020.

Il y a un an, le mouvement de la Grève féministe en Suisse paralysait le pays en construisant pendant une année, sur les lieux de travail, de formation et de vie, des rapports de forces qui ont débouché sur l'historique mobilisation du 14 juin 2019. Une mobilisation issue de la base et portée par des collectifs auto-organisés dans des quartiers, des écoles ou universités, mais aussi par des travailleuses dans certains secteurs. Un an après, si peu a changé au niveau politique et dans la réalité concrète des femmes, des personnes transgenres et non-binaires ! Les revendications portées par les collectifs féministes ne se sont pas concrétisées par des avancées sociales matérielles, malgré une hausse du pourcentage d'élues au Parlement. Mais un changement réel dans nos vies ne passera pas par Berne ou les instances fédérales.

Alarme féministe : les femmes en première ligne

Les conséquences de la pandémie du Covid-19 ont touché de plein fouet les salariées et précaires, et ont révélé ce que le mouvement de la Grève féministe soulignait depuis ses débuts : le rôle indispensable du travail féminin et l'apport central de la reproduction sociale pour le fonctionnement de la société. La pandémie a également visibilisé les inégalités systémiques au sein de la société. Que ce soit sur les lieux de travail ou les lieux de vie, les femmes ont été en première ligne face à la crise. Le débat public sur les activités dites essentielles et non-essentielles a mis en lumière les travailleuses qui, jusqu'à présent, étaient pour la plupart dans l'ombre : vendeuses, nettoyeuses, infirmières, travailleuses domestiques ou éducatrices. Or, non seulement ces femmes, pour la plupart des travailleuses extra-européennes et issues de l'immigration, ont vu se dégrader leurs conditions de travail, mais, une fois à la maison, elles se sont retrouvées à devoir accomplir davantage de tâches domestiques, éducatives et de soin en raison notamment de la fermeture des écoles. À cela s'ajoute l'augmentation des violences sexistes dans le cadre de la famille.

Ne rien lâcher, continuer la lutte

Ce contexte de crise sociale, économique et sanitaire aurait pu empêcher la mobilisation prévue pour le 14 juin 2020 : il n'a fait que de renforcer la détermination du mouvement féministe en Suisse et consolider le sentiment de révolte. Ainsi, la Grève féministe a proposé un programme pour une sortie féministe de la crise avec des revendications élaborées à partir du manifeste de la grève féministe de l'an passé. Ces dernières ont porté majoritairement sur la revalorisation salariale et sociale des professions féminisées, la réduction du temps de travail, la mise au centre du care, l'investissement et l'accessibilité des services publics. Aux revendications sur la nécessaire lutte contre les violences sexistes et sexuelles s'est ajoutée celle en lien avec le contexte actuel, soit la lutte contre les violences policières et racistes. Les actions organisées ce dimanche 14 juin ont rassemblé environ 1000 personnes à Neuchâtel, 3000 à Lausanne et 5000 à Genève. La mobilisation a pris différentes formes allant de la grève des tâches domestiques aux mobilisations de rue, en passant par des blocages des axes routiers et des interventions virtuelles. Grâce aux réseaux de collectifs qui se sont maintenus depuis l'an passé, la Grève féministe s'est coordonnée entre tous les cantons et a su se réinventer de façon créative. La colère féministe s'est faite entendre à travers tout le pays. De ce fait, ce 14 juin reste une mobilisation importante qui donne des perspectives de lutte prometteuses pour la rentrée, afin de faire face aux attaques du patronat et aux politiques néolibérales qui s'annoncent et dont les effets économiques se font déjà sentir (vagues de licenciements, faillites, exclusion sociale, exploitation des salariéEs ou encore hausse du chômage).

Tamara Knezevic, Aude Martenot et Aude Spang

Article paru dans le n° 370 de solidaritéS (Suisse)

TROIS QUESTIONS POLITIQUES MAJEURES POSÉES PAR LES MOBILISATIONS ACTUELLES

« **L**es personnes identifiées comme noires et arabes font l'objet de biais et de pratiques discriminatoires d'ordre systémique dans le cadre de leurs relations avec les forces de l'ordre. » Quel est donc le collectif « communautariste » et/ou « séparatiste » qui a osé écrire cette perfidie ? Il s'agit en réalité du très « républicain » Défenseur des droits qui, dans un rapport rendu public le lundi 22 juin (« *Discriminations et origines : l'urgence d'agir* »), affirme que « les personnes d'origine étrangère ou perçues comme telles sont désavantagées dans l'accès à l'emploi ou au logement et plus exposées au chômage, à la précarité, au mal logement, aux contrôles policiers, à un état de santé dégradé et aux inégalités scolaires » et que ces discriminations ont « [une] dimension systémique dans la société française ».

Des objets de discussion légitime

Si, pour le mouvement antiraciste, ces constats n'ont rien de nouveau, le moins que l'on puisse dire est que le rapport présenté par Jacques Toubon ne cadre guère avec les discours officiels, a fortiori ceux de ces dernières semaines, qui nient toute forme de « racisme systémique » en France et donc toute responsabilité institutionnelle dans la perpétuation des discriminations racistes. Cette dimension institutionnelle du racisme fait partie des thématiques qui ont été imposées par les mobilisations contre le racisme et les violences policières, dont le caractère massif et éminemment

politique a sérieusement perturbé l'agenda « post-confinement » du gouvernement. Dans le débat public, on emploie ainsi des mots dont l'usage était en général limité aux cercles antiracistes, ce qui constitue une première victoire de la mobilisation. Car, quand bien même ces mots seraient encore décriés, ils s'imposent petit à petit comme étant un objet de discussion légitime.

D'autres questions posées par la mobilisation actuelle, en France et au niveau international, se sont elles aussi invitées. Elles ne sont pas nécessairement ouvertement formulées par les manifestantEs ou les organisations, mais elles sont bien présentes et alimentent les discussions. Nous avons choisi, dans ce dossier, d'en traiter trois, sans présumer qu'elles épuiserait les débats actuels et, cela va sans dire mais cela va mieux en le disant, sans prétendre qu'elles résumeraient l'ensemble des dimensions du racisme, des racismes, et de la lutte antiraciste.

La première d'entre elles est celle de la part de l'héritage colonial dans les mécanismes de discrimination raciste en France. La deuxième question est celle de la confusion, savamment entretenu par les autorités, entre mémoire et histoire, qui tente de délégitimer et neutraliser toute discussion sur la façon dont la France continue de célébrer son passé colonial. Enfin, la troisième question est celle de l'existence d'un racisme d'État, dont la négation par la quasi-totalité du champ politique montre l'ampleur du chemin qui reste à parcourir.

Julien Salingue

ANTIRACISME

DES MOBILISATIONS TRÈS POLITIQUES



LE RACISME D'ÉTAT EXISTE EN FRANCE, ET IL VIENT DE LOIN

Pourtant c'est la police « républicaine » qui, en octobre 1961 massacre des centaines d'Algériens à Paris. Près de 60 ans plus tard, ce sont 2495 personnes qui ont été blessées par cette police « républicaine » au cours du mouvement des Gilets jaunes, selon les propres chiffres du ministère de l'Intérieur d'octobre 2019. C'est la police « républicaine » qui a tué Adama Traoré, et tant d'autres.

Racisme quotidien

Ce déni du racisme peut amener celles et ceux qui ne le subissent pas à nier aussi les discriminations, notamment dans leur dimension institutionnelle. Mais les migrantEs, les jeunes et les moins jeunes des quartiers populaires, y compris celles et ceux ayant une parenté arabe, noire et qui sont français, subissent le racisme au quotidien. Pour elles et eux, c'est la répétition, tous les jours, dans toutes les sphères de la vie sociale, de rebuffades, de plaisanteries, de moqueries, de réflexions, de vexations, de contrôles au faciès, de refus de logement, d'emploi, de stage, etc., et de violences policières allant au meurtre. Allez dire aux victimes de ce racisme banal

Le racisme est un tabou dans la société française, surtout lorsque est posée la question de sa dimension systémique. On veut bien parler de racisme institutionnel aux États-Unis, mais pas en France. La police raciste ? Non, ce sont seulement des bavures ! La société française raciste ? Non, impossible dans le pays des droits de l'homme, de l'égalité et de la fraternité républicaines ! Ici, ce ne serait qu'une affaire de comportements individuels.

que la société française n'est pas raciste, à elles et eux qui le subissent chaque jour ! Les décideurs politiques cherchent à innocenter, camoufler les agissements des forces de police qui sont à leurs ordres. L'attitude de l'IGPN, qui couvre systématiquement les crimes policiers racistes, est à ce titre caractéristique, puisque c'est bien l'institution elle-même qui protège les meurtriers. Mais dans les quartiers populaires, on a peur que son enfant ou son frère ne rentre pas le soir parce qu'il aurait croisé au mauvais moment la police. Leurs habitantEs voient que les forces « de l'ordre » visent explicitement certainEs d'entre elles et eux. Ils et elles voient que les policiers sont rarement condamnés.

Invisibilisation des responsabilités de l'État

L'entreprise idéologique consiste, de plus, à retourner la situation, et à faire des victimes des coupables, des fauteurs de trouble, des délinquants, de créer la peur

dans la population afin de la pousser à faire corps avec la police qui serait là pour la protéger. On associe les immigréEs, les étrangers à des gangs, des mafieux, des clans qui s'entre-tuent, trafiquants de drogues, prostitution, terrorisme, communautarisme, séparatisme, etc. L'objectif de la manœuvre est d'attiser la haine xénophobe, islamophobe, négrophobe, antisémite, afin de détourner la colère d'une partie de la population contre une autre, en faire des boucs émissaires responsables des maux de la société. Et en même temps on cache les causes réelles des violences policières et du racisme de la police.

Il s'agit également d'invisibiliser la responsabilité de l'État, présenté comme étant au-dessus de la mêlée, afin de dissocier les pratiques policières des choix politiques en matière de politique sécuritaire. Durant les manifestations antiracistes de ces dernières semaines, on a assisté à ce double discours des gouvernants affirmant comprendre l'émotion des

manifestantEs tout en défendant leur police, prônant la fermeté « antiraciste » dans l'institution policière, affirmant que celle-ci devait être irréprochable en la matière. Cela n'engage pas à grand-chose, permet de faire croire au bon peuple que l'État n'est pas responsable alors qu'il est le donneur d'ordre.

Les policiers qui ont manifesté pour exiger le maintien de la clef d'étranglement (c'est-à-dire objectivement du droit de tuer) ne s'y trompent pas. Il ont fait pression sur l'acteur décisionnel : l'État. Et cela a, comme toujours, marché, puisque Castaner a reculé. S'il existe bien des responsabilités policières, elles ne sont possibles à une telle fréquence et dans une telle durée que parce que l'État les autorise.

Racisme orchestré d'en haut

L'État français, sa police et son armée, ont une longue pratique du racisme lié au système colonial qui a régné pendant plus de deux siècles, reposant sur l'exploitation, l'oppression des

peuples autochtones considérés et montrés comme inférieurs. Ce type de système colonial n'existe plus certes, mais il y a toujours des intérêts économiques, financiers, politico-militaires à défendre dans différentes régions du monde où l'armée française est toujours présente.

Le racisme, comme le sexisme, est pour le système capitaliste un moyen de diviser les pauvres, de les monter les unEs contre les autres, de légitimer la surexploitation de certainEs. Certes, en France, les discriminations ne se manifestent pas par un apartheid comme celui qui a régné en Afrique du Sud, ni comme dans les systèmes totalitaires ou comme dans la société esclavagiste nord-américaine, mais il est bien orchestré d'en haut des sphères étatiques par les lois, les institutions, les médias. Les préjugés racistes ressassés par l'extrême droite sont repris par des ministres, de prétendus intellectuels, des journalistes. Le gouvernement Macron, comme les précédents,

distille le soupçon systématique à l'égard des étrangerEs, organise la chasse aux migrantEs, refuse de régulariser les sans-papiers. Pour le gouvernement le ou la migrantE est la cible idéale, présentée comme responsable du chômage. Plus insidieux est le racisme culturel : les étrangerEs seraient porteurs d'une culture qui représenterait un danger pour la soi-disant identité française. On se rappelle les propos de Manuel Valls disant que « les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». L'islam est agité comme un épouvantail qui menace les valeurs de la société républicaine, propagande amalgamant maghrébinE, musulmanE, islamiste, terroriste. Non seulement le racisme existe bien en France mais on peut parler d'un racisme d'État, ou institutionnel ou systémique, peu importe le nom qu'on lui donne, c'est-à-dire d'un racisme lié intimement à la structuration et au fonctionnement inégalitaires de la société.

Dominique Pierre

UN RACISME POST-COLONIAL?

Extrait de « *Un racisme post-colonial. Un passé qui ne passe pas* », publié dans « *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours* », dirigé par Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire, Éditions Autrement et Éditions du CNRS, 2008.

À la question « *Peut-on parler d'un racisme post-colonial?* », nous répondons par une autre question : Comment peut-on ne pas en parler ? Comment peut-on parler des formes contemporaines du racisme sans évoquer deux de ses principales généalogies : les systèmes esclavagiste et colonial ? Comment peut-on nier qu'existe aujourd'hui un profond racisme qui trouve son fondement dans des institutions, des pratiques, des discours et des représentations qui se sont élaborées dans le cadre de l'empire colonial français ?

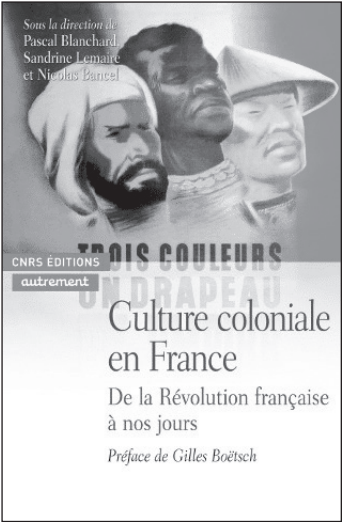
Stigmate xénophobe et stigmate raciste

Comment peut-on le nier, par exemple, alors que les enquêtes d'opinion mettent en évidence une forme de mépris ou de rejet spécifique, plus fort et plus durable, à l'encontre des immigrants originaires de pays colonisés ? De ces enquêtes, il ressort en effet que, depuis plusieurs décennies, deux phénomènes sont observables : d'une part, les vagues d'immigration les plus récentes sont toujours les plus dépréciées, les plus craintes ou les plus méprisées, tandis que le temps dissipe peu à peu cette crainte et ce mépris ; d'autre part, les immigrants issus de pays anciennement colonisés, notamment d'Afrique, font exception à cette première règle.

En d'autres termes, il convient de distinguer le stigmate xénophobe, qui n'existe sous une forme exacerbée que pour les nouveaux arrivants, et le stigmate raciste, qui cristallise des représentations beaucoup plus profondément enracinées, et qui par conséquent ne perd pas – ou très peu – de sa force avec le renouvellement des générations et leur enracinement en France. Si les immigrants italiens, polonais, arméniens ou portugais ont pu être, à leur arrivée en France, l'objet de discours infamants et de mesures discriminatoires d'une grande brutalité, souvent comparables par leur forme et par leur violence à ce que subissent aujourd'hui les immigrants post-coloniaux, il n'en est pas allé de même pour leurs enfants, et moins encore pour leurs petits-enfants. On ne peut pas en dire autant des enfants d'immigrants maghrébins ou noirs-Africains, seuls condamnés à l'appellation absurde – mais éloquente politiquement – d'« immigrants de la deuxième ou troisième génération », et aux discriminations qui l'accompagnent.

Essentialisation et naturalisation

Si le racisme est, selon la formule d'Albert Memmi, « *une valorisation généralisée et définitive de différences réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression ou des privilèges* », il y a bien un racisme spécifique qui s'est construit comme une légitimation de l'agression et du privilège coloniaux : il y a bien eu essentialisation et naturalisation de



« différences culturelles » (notamment la référence musulmane), disqualification « morale » de ces différences, théorisation et production de « l'indigène » comme « corps d'exception » encadré par des dispositifs spécifiques (formalisés notamment, en Algérie, par le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865). Et ce racisme culturaliste s'est bel et bien transmis de génération en génération, y compris après les indépendances – et cela sans grande déperdition, comme tout système de représentations non-soumis à la critique et à la déconstruction : on peut difficilement nier que dans la société française contemporaine continuent de circuler – et d'agir – de manière massive des représentations du « Noir », de « l'immigré », du « musulman », du « beur » ou de la « beurette » survalorisant une différence « culturelle » (« ils » sont différents de « nous ») en même temps que sont niées les autres différences, notamment de classe ou de « personnalité » (« ils » sont tous les mêmes, et « nous » partageons tous une même « identité nationale »).

Le rôle de l'imaginaire social hérité

Il n'est pas contestable non plus que cette double opération de clivage et d'amalgame produit des représentations clairement infériorisantes (« ils » sont marqués au mieux par la carence ou le retard, au pire par la dangerosité, tandis que « nous » incarnons « la Raison », « l'Universel » et « la modernité »). Il n'est pas contestable enfin que ce discours dévalorisant assure au présent la légitimation d'une situation de domination, de relégation et d'exclusion sociale systémiques. Le racisme post-colonial n'est donc pas une simple survivance du passé. Il s'agit au contraire d'une production permanente et systématique de notre société, les représentations héritées du passé étant reformulées et réinvesties au service d'intérêts contemporains. C'est bien notre société qui, au présent, continue de produire des indigènes au sens politique du terme : des « sous-citoyens », des « sujets » qui ne sont pas étrangers au sens juridique mais ne sont pas pour autant traités comme des Français à part entière. [...]

Marx a bien étudié cette interaction entre passé et présent, et le rôle que joue l'imaginaire social

hérité. C'est à travers cet imaginaire que les hommes déchiffrent leur réalité vécue, déterminent les frontières entre un « nous » et un « eux », et fondent leur action présente. C'est en l'occurrence au travers de l'imaginaire colonial qu'ont été appréhendés les immigrants postcoloniaux des années 60 et 70, et qu'a été légitimée leur relégation économique, sociale et politique : insertion par le bas dans les secteurs les plus pénibles du monde économique, négation des besoins sociaux non liés directement aux besoins productifs, réduction de l'homme à une simple force de travail (et en conséquence non-prise en compte de la vie familiale et de l'inévitable enracinement), injonction à la discrétion et à l'apolitisme. La massification du chômage et de la précarité depuis la décennie 1980 s'est réalisée sur la base de cet ordre des dominations dans lequel les immigrants apparaissent comme dominés parmi les dominés, et les Français issus de la colonisation ont hérité de la place de leurs parents. [...]

Réponses à deux objections

Deux précisions s'imposent, pour finir, en réponse à des objections récurrentes. Tout d'abord, dire qu'il existe un racisme post-colonial ne revient pas à dire que ce racisme est le seul à l'œuvre dans la société française [...], que la colonisation est la seule source du racisme, et que les pays qui n'ont pas eu d'empires coloniaux n'ont pas leurs propres racismes, avec leurs propres fondements historiques. Il est évident qu'il existe en France d'autres racismes, c'est-à-dire d'autres formes de stigmatisation irréductible à la xénophobie : les racismes anti-juifs et anti-tziganes notamment – ou même des formes radicales de mépris social à l'égard de « blancs pauvres » qui s'apparentent à un « racisme de classe ». S'il est parfois utile de le rappeler, il est en revanche absurde, malhonnête et irresponsable de suspecter ou d'accuser a priori – comme beaucoup l'ont fait – de « colonialo-centrisme », de « concurrence des victimes » voire de « banalisation de la Shoah » ou d'antisémitisme toute personne qui se consacre à l'analyse ou au combat contre les racismes spécifiques visant les colonisés ou les postcolonisés. [...]

Parler de racisme post-colonial, ce n'est pas non plus prétendre que les descendants de colonisés vivent une situation identique en tous points à celle de leurs ancêtres. Le préfixe « post » est à cet égard suffisamment clair : il marque à la fois un changement d'ère et une filiation, un héritage, un « air de famille ». Là encore, la précision est parfois utile, mais elle est le plus souvent hors de propos, notamment lorsqu'elle sert à « faire la leçon » à des mouvements militants qui sont parfaitement conscients des différences entre les situations coloniale et postcoloniale – et qui le disent de manière claire et répétée. [...]

Pierre Tévanian et Saïd Bouamama

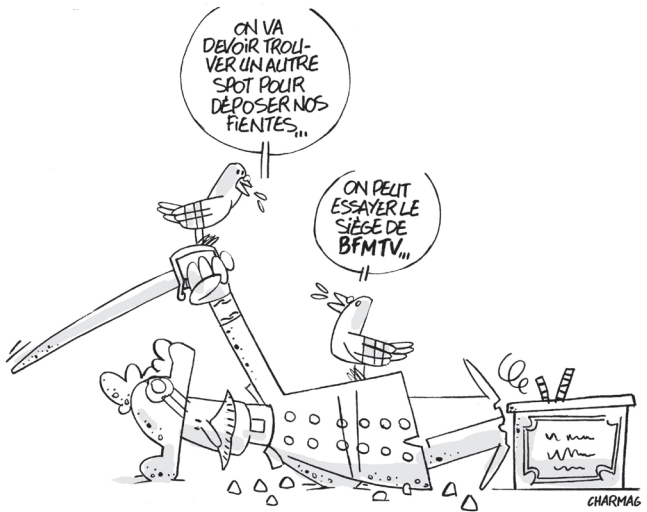
ABATTONS LES STATUES DE L'ORDRE RACISTE!

« *La République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire* ». Cette phrase prononcée par Macron, lors de son allocution du 14 juin, est une véritable imposture qui s'attache à entretenir la confusion entre l'histoire et la mémoire.

Déboulonner une statue ne consiste en effet pas à « effacer l'histoire », à organiser un autodafé dans lequel seraient brûlées les archives. Il s'agit seulement de choisir les personnes à qui nous voulons ériger des statues afin de célébrer leur mémoire. La question est en effet simple : comment qualifier une société qui célèbre la mémoire des racistes ?

La mémoire n'a rien à voir avec l'histoire

La mémoire est un acte politique qui n'a rien à voir avec l'histoire. Elle consiste à choisir dans le passé des événements ou des personnages permettant de fonder les valeurs du temps présent. Tous les pouvoirs ont toujours et partout pratiqué une politique mémorielle. Les Romains soumettaient ainsi certains de leurs empereurs à la « condamnation mémorielle » (*damnatio memoriae*), en faisant abattre leurs statues et marteler leurs noms sur les inscriptions. De même, les masses russes ont liquidé en 1917-1918 les statues des tsars, pour les remplacer par celles des révolutionnaires dont ils s'inspiraient, de la même manière que les mairies progressistes ont remplacé en France les rues dédiées à la mémoire du boucher Thiers par des avenues Louise-Michel. Comme tous les gouvernements, Macron mène une politique mémorielle. Lorsqu'il parle de « *l'histoire de la République* », il utilise la formule traditionnelle que les gouvernements de la V^e République ont mise en place, afin de condamner la mémoire du gouvernement de Vichy. En frappant « d'indignité nationale » ses dirigeants ou encore en n'évoquant que la seule « histoire de la République », les gouvernements français ont en effet choisi de refuser l'héritage de Vichy, même s'ils l'ont souvent fait de manière ambiguë. Cette condamnation de la mémoire de Vichy n'efface rien son histoire, mais affirme le rejet des valeurs portées par ce régime. Son enjeu est tout sauf mineur, car en condamnant la



mémoire de Vichy, c'est l'antisémitisme d'État que les gouvernements français ont choisi d'abolir.

Concilier l'inconciliable ?

Il est incompréhensible qu'il n'en aille pas de même avec le racisme d'État dont les populations issues des anciennes colonies sont victimes. Le fait qu'il puisse encore aujourd'hui exister des monuments à la mémoire de Bugeaud ou de Colbert montre à quel point la France n'a pas réglé la question coloniale, qui constitue pourtant la source du racisme systémique à l'œuvre dans ce pays. Qui pourrait pourtant refuser aux racisés le droit à déboulonner ces statues, dont l'existence constitue pour eux une insulte quotidienne ? Comment peut-on en effet prétendre lutter contre le racisme tout en acceptant que des statues puissent être érigées à la mémoire de l'auteur du Code noir ? Face aux mobilisations des racisés, Macron est en difficulté. Il s'attache maladroitement à défendre les statues de Colbert ou Bugeaud au nom de « l'histoire de la République », alors même que ces serveurs de la royauté n'ont aucune raison d'y figurer. Sa politique est de plus en plus contradictoire. Sous la pression, il a ainsi fini par demander pardon à la famille de Maurice Audin, mais il continue d'accepter que soient érigées des statues à la mémoire de Bigeard. Dans cette même tentative pour concilier

l'inconciliable, les macronistes tentent d'expliquer qu'il faudrait « *entretenir toutes les mémoires* ». Il s'agit là d'une idée particulièrement absurde : comment célébrer à la fois Colbert et Toussaint-Louverture, Bugeaud et Abd-el-Kader, Missak Manouchian et Paul Touvier, Maurice Audin et Marcel Bigeard ? Célébrer c'est choisir et on ne peut à la fois ériger une statue au bourreau et à sa victime.

L'ordre racial demeure

Les gesticulations de Macron, comme les piteuses déclarations des historiens serviles qui viennent sur les plateaux télé défendre contre toute déontologie les statues racistes, nous montrent à quel point le racisme est profondément ancré dans notre société. La condamnation de la mémoire des esclavagistes et des colonialistes devrait être une évidence, mais l'ordre racial demeure si présent dans notre société que ce geste pourtant simple reste inenvisageable pour la bourgeoisie. En abattant les statues des esclavagistes et colonialistes, les masses populaires sont pourtant en train d'écrire l'histoire. Elles s'attaquent en effet aux fondements de l'ordre racial, puisque le racisme d'État ne pourra être démantelé tant que nous vivrons dans une société où il sera possible d'ériger des statues à ceux qui ont en posé les fondements.

Laurent Ripart



AÉRONAUTIQUE

Derichebourg: pas d'accord pour crever

Sous-traitant de premier rang d'Airbus, le groupe Derichebourg Aeeronautics Services (opérateur de services aux entreprises) emploie 1 600 salariéEs dans la région toulousaine, parmi lesquelEs plusieurs centaines se sont mobilisés contre un Accord de performance collective (APC).

L'accord prévoit la suppression de primes, notamment de déplacement et repas (l'équivalent de 14 euros par jour), et la suppression du 13^e mois pour les salariéEs qui gagnent plus de 2,5 fois le SMIC. Cette perte représente environ 500 euros net par mois pour les salariéEs, perte ajoutée à la baisse du revenu liée à la mise au chômage partiel.

Des salariéEs qui s'organisent à la base
Si l'ampleur de l'attaque était une performance, la réaction collective des salariéEs aussi : quatre jours de grève et de rassemblements. Une première parmi les sous-traitants aéronautiques, où personne n'est dupe des manigances contre les travailleurEs, dans un secteur où les profits ont été mirobolants ces dernières années. Le rassemblement du mardi 9 juin a été un succès parce que la colère avait pu se partager entre collègues via un groupe Facebook, créé une semaine avant, et rassemblant rapidement 400 salariéEs. Ce « collectif » s'est proposé d'organiser les salariéEs pour contrer l'inertie syndicale et repousser cette attaque de la direction, attaque pleinement approuvée par le syndicat majoritaire, FO, mais dénoncée par l'UNSA et dans une moindre mesure par la CFE-CGC. Vu le succès du rassemblement le mardi, le collectif a rapidement proposé une AG et un vote pour reconduire la mobilisation jusqu'au vendredi, date de signature de l'accord. Les trois jours suivants, une centaine de salariéEs se sont retrouvés sur le piquet, devant le siège social, pour réfléchir ensemble à la suite.

L'accord est passé, mais pas la colère
Malgré le sentiment de plus en plus prégnant que la direction et les bureaucrates de FO allaient réussir à faire passer l'accord, les grévistes ne se sont pas laissés démonter, et ils étaient nombreux le vendredi 12 juin, rassemblés à 300 avec des soutiens extérieurs, politiques ou syndicaux. L'annonce que le vote (consultatif) du CSE avait permis à FO une courte majorité en faveur de l'accord a ainsi été ressenti comme une défaite en demi-teinte, car la réaction collective a quand même montré une autre voie que celle de la conciliation avec la direction : celle de la lutte. Finalement signé le vendredi soir, l'accord est donc passé, entérinant la baisse drastique de salaire pour juillet. Si cet accord ne sera sûrement que le premier d'une longue série, il n'est pas dit que les luttes collectives ne puissent pas être victorieuses. Dans l'aéronautique, notamment chez les sous-traitants, ces accords risquent de tomber dans plusieurs boîtes – il ne tient qu'aux travailleurEs de ce secteur de ne pas laisser les patrons rogner sur leurs vies et leurs revenus !

Correspondantes

REMBOURSEMENT DE LA « DETTE SOCIALE »

Qui paiera la note du Covid ?

Les dizaines de milliards dépensés par l'État à l'occasion de la crise du coronavirus ne seraient pas financés par une hausse des impôts. Tel est le mensonge de Macron et de ses ministres, qu'ils n'ont cessé de répéter à tous ceux qui s'inquiétaient de savoir qui, finalement, rembourserait « l'argent magique » distribué pour faire face à l'urgence sociale et sanitaire « quoi qu'il en coûte ». Dans son intervention du 14 juin, Macron répétait encore avec assurance : « Nous ne financerons pas ces dépenses en augmentant les impôts ».

Un mensonge répété en boucle n'en devient pas pour autant une vérité. Le lendemain de l'allocution présidentielle, le gouvernement a fait voter discrètement, par une Assemblée nationale aux ordres, deux projets de loi « relatifs à la dette sociale et à l'autonomie ». Ces textes transforment 92 milliards de dépenses (actuelles et à venir) liées à la crise du Covid en « dette sociale ». Celle-ci sera remboursée jusqu'en 2033 par un impôt particulièrement injuste, la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), contribution de 0,5% sur les revenus, prélevée pour l'essentiel sur les salariéEs et les bénéficiaires d'un revenu de remplacement (retraitésEs, chômeurEs...). Pour ce faire, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), qui devait disparaître en 2024, voit son activité prolongée jusqu'en 2033. Pendant 9 ans de plus, les classes populaires devront donc s'acquitter d'un impôt, la CRDS, pour rembourser la « dette Covid » à laquelle il faudra ajouter les intérêts versés aux banques.

La « dette sociale », mode d'emploi
La CRDS fut l'une des innovations du « plan Juppé » de 1995, première grande attaque d'ensemble contre la Sécurité sociale. Elle consiste à faire rembourser par les assuréEs sociaux, c'est-à-dire avant tout par les salariéEs actifs ou retraitésEs, les déficits cumulés de la Sécurité sociale. Or ce « déficit », le fameux « trou de la Sécu », résulte d'un choix politique. En bloquant le niveau des cotisations sociales versées par les employeurs, et en exonérant ceux-ci d'une part croissante des cotisations, les gouvernements successifs ont créé de toutes pièces et entretenu le « déficit ».



Tout comme la CSG instaurée en 1990 par Rocard, la CRDS permet de déplacer le financement de la Sécurité sociale du capital vers le travail. Ce que le patronat ne verse plus en salaires (les cotisations sociales) est « compensé » principalement par les salariéEs et les bénéficiaires de revenus de remplacement, sous forme d'impôts. L'instauration d'une « dette sociale » présente un autre avantage pour ceux qui veulent restreindre les dépenses publiques de protection sociale. En transformant l'insuffisance de financement de la Sécurité sociale en « dette », ils justifient toutes les mesures d'austérité et les contre-réformes du système de santé et des retraites. Vouloir garantir un bon niveau de retraites pour touTEs, dès 60 ans ou exiger les moyens nécessaires à l'hôpital et à la santé, serait en effet, creuser la « dette » à payer pour les générations futures. L'argument n'a cessé d'être utilisé et fut encore martelé lors des grèves de décembre-janvier dernier sur les retraites.

La Sécu amputée de ses recettes
Prévue initialement pour durer 13 ans, la CADES a vu son existence

prolongée par les gouvernements Jospin, Raffarin et Fillon pour équilibrer les comptes sociaux en prenant dans la poche des salariéEs. C'est à nouveau le but que lui assignent, à grande échelle, Macron, Philippe et Darmanin. Les mesures d'urgence adoptées par l'exécutif depuis mars ont délibérément fait plonger les recettes de la Sécurité sociale : reports et exonérations de cotisations sociales ; recours massif au chômage partiel, donnant lieu à des indemnités exemptées de cotisations. Les licenciements ont aggravé la situation : moins d'emplois, c'est moins de cotisations. Par ailleurs, la crise a contraint le pouvoir à desserrer un peu l'étai sur le système de santé pour rattraper les imprévoyances (achat de masques) et assurer les dépenses immédiates (achat de matériel, primes, indemnisation des heures supplémentaires). Moins de recettes, plus de dépenses, le déficit explose, et pour l'exécutif c'est bien sûr aux classes populaires de payer, alors qu'il distribue des milliards aux grandes entreprises, y compris celles qui licencient. La prolongation de neuf ans doit permettre à l'exécutif d'échelonner ce paiement. Ayant ainsi reporté la dette « sur les générations futures », Macron et les siens en font un argument pour s'opposer à l'exigence montante de moyens supplémentaires pour l'hôpital et le système de santé ou pour financer les retraites. Une petite musique se fait entendre dans les hôpitaux

ou au « Ségur de la santé » : avec 136 milliards de « déficit » de la Sécurité sociale, il serait irréaliste d'augmenter massivement les effectifs de personnel hospitalier ou de revaloriser les salaires de manière significative. Pour les mêmes raisons, la réforme des retraites est présentée comme indispensable et refait surface.

Une « cinquième branche » de la Sécurité sociale ?
Pour ajouter à la confusion et brouiller un peu plus les pistes, les projets de loi adoptés en première lecture le 15 juin créent une nouvelle branche de la Sécurité sociale pour la prise en charge de la dépendance. Mais les textes restent muets sur la question fondamentale de son financement ; une piste étant d'emblée exclue, celle de l'augmentation des cotisations. Pas question d'imposer de « nouvelles charges » à « nos entreprises », en cette période de crise.

La voie est dès lors toute tracée. Pour ne pas augmenter la dépense publique ou accroître la dette, les nouvelles sources de financement de la protection sociale ne peuvent être que privées. Le financement public, par des cotisations sociales, doit laisser la place à une aide minimum assurée par l'État et financée par des impôts comme la CSG et la CRDS. Cette assistance sociale de base devra dès lors être « complétée », pour celles et ceux qui le pourront, par des assurances. Celles-ci (fonds de pensions pour les retraites, « complémentaires santé ») s'organisent pour capter ce nouveau marché et se préparent à l'ouverture de celui de la « dépendance ». Pour répondre aux exigences sociales qui s'expriment aujourd'hui, pour la santé, et pour l'ensemble de la protection sociale, il faut remettre à l'endroit ce que les politiques libérales font marcher sur la tête : c'est-à-dire poser le problème en termes de satisfaction des besoins, de partage des richesses, et de choix démocratiques.

Jean-Claude Delavigne

Depuis, seul le manque de discernement des flics a réellement été reconnu, mais en réalité la justice fait du surplace. Aucun responsable, aucun donneur d'ordre n'a été mis en examen. Et comme pour démontrer une quelconque équivalence des responsabilités, une plainte a même été requise contre les participantEs à la fête pour « violence volontaires en réunion avec armes »...

« Sans justice pas de paix »
Dimanche 21 juin 2020, la marche blanche et pacifiste pour le premier anniversaire de la mort de Steve a réuni des milliers de personnes dans les rues de Nantes. Les pancartes et les murs portaient bien la marque de ce déni de justice particulièrement inhérent aux crimes policiers : « Justice pour Steve, sans justice pas de paix »

NANTES Steve, on n'oublie pas, on ne pardonne pas

Il y a un an, lors de la fête de la musique, une intervention policière extrêmement violente poussait une douzaine de personnes dans la Loire. Steve Maia Caniço, l'un des participants de la fête électro, alors âgé de 24 ans, n'est jamais remonté à la surface. L'IGPN avait alors rapidement bâclé l'enquête, concluant qu'on ne pouvait établir de lien entre les forces de police et sa disparition.



ou les slogans « On n'oublie pas, on ne pardonne pas ». La manifestation s'est arrêtée un long moment au pied de

la grue jaune, à l'endroit où Steve a été retrouvé le 29 juillet, et une amie de Steve, lors de son intervention, a fait le

lien avec les morts d'Adama, de Zineb, de Malik, de Rémi, de George... remplaçant ainsi la mort de Steve dans le contexte plus global des violences et des crimes d'État. Depuis plusieurs jours, dans la même dynamique, des pancartes, des tags fleurissent, pour exiger justice pour l'ensemble des victimes des violences policières avec une question plus que d'actualité : « Qui juge la police ? »

CorrespondantEs

ÉDUCATION -----

Retournements en cascade, mépris, démolition accélérée

Depuis le début de la crise sanitaire, l'impréparation, les annonces qui se contredisent du matin au soir, l'absence de moyens pour faire face à la situation, la pression et l'angoisse d'une illusoire « continuité pédagogique » ont été le quotidien des personnels de l'éducation, des élèves et leurs familles.

Le 11 mai, certaines écoles et collèges ouvraient partiellement (GS, CP, CM2, 6^e, 5^e). La mise en place des protocoles et des rotations (car tous les élèves ne pouvaient être accueillis chaque jour), école par école, auront été laborieuses et le bilan

pédagogique inexistant. Puis, sans aucune anticipation, les personnels apprenaient le 28 mai, par la presse, qu'ils avaient deux jours ouvrables pour tout réadapter afin d'ouvrir tous les niveaux de la maternelle à la terminale. Ces conditions n'ont bien sûr pas

INSPECTION DU TRAVAIL Mobilisation face à la répression contre Anthony Smith

La mobilisation se poursuit pour la réintégration d'Anthony Smith, inspecteur du travail de la Marne suspendu depuis maintenant deux mois, et l'abandon des poursuites disciplinaires à son encontre.

À l'occasion de la date « anniversaire » des deux mois de suspension, l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO-CNT appelait les agentEs du ministère du Travail à des rassemblements partout en France les 15 et 16 juin, pour converger avec la mobilisation du personnel soignant. Une vingtaine d'initiatives unitaires ont été recensées, dépassant largement le cadre du ministère du Travail, puisque les soutiens extérieurs ont répondu présent, dont 150 personnes à Châlons-en-Champagne, chef-lieu de la Marne, et une centaine à Paris devant les fenêtres de Muriel Pénicaud. À Bordeaux, Philippe Poutou et ses collègues de Ford étaient présents lors du déploiement d'une banderole géante aux fenêtres de l'inspection du travail. C'était

aussi l'occasion de se retrouver dans la rue après deux mois de confinement, et montrer ainsi à la ministre qu'on ne lâchera pas le morceau tant les enjeux sont forts.

Épée de Damoclès

L'affaire a pris un nouveau tour cette semaine avec la convocation d'Anthony en conseil de discipline le... 21 juillet, en pleine période de congés, et la remise d'un dossier à charge de trente pages se terminant par la préconisation d'une sanction. Pour éviter de se voir reprocher d'avoir trop attendu, la ministre a fait le choix de charger la barque au maximum. Mais, à travers le cas d'Anthony, c'est bien l'action quotidienne de centaines d'agentEs de contrôle en défense des travailleurEs qu'elle cherche à affronter. Elle n'avait, il est vrai, donné aucun signe d'ouverture,



FACEBOOK SOUTIEN À ANTHONY SMITH

puisqu'elle n'a même pas daigné répondre à une demande de rendez-vous émanant du bureau confédéral de la CGT. La mobilisation se poursuivra dès le 1^{er} juillet à Strasbourg, sous les fenêtres de la directrice régionale d'Anthony. Nos collègues ont bien compris l'enjeu, c'est pourquoi ils ne se satisferont

pas de demi-mesures laissant suspendue l'épée de Damoclès. La seule issue acceptable est le retrait total de la procédure engagée contre Anthony, ce qui modifierait assurément la donne au sein d'un ministère devenu béquille du patronat.

Comité inspection du travail Île-de-France

Les conditions de travail dégradées et les pratiques, courantes dans l'entreprise, de management par le stress, se doublent d'un mépris colonial qui dépasse d'ailleurs le cadre postal. Il n'y a qu'à observer, pour s'en convaincre, le fait que nombre d'habitantEs, qui ont perdu leur habitation quand l'ouragan Irma a dévasté l'île en 2017, n'ont toujours pas de logement digne de ce nom.

Mépris des dirigeants

L'attitude, dans cette affaire, des directions tant locale que régionale et nationale reflète ce mépris vis-à-vis des postierEs antillais. Au moment où les agentEs de Saint-Martin apprenaient le suicide de leur collègue, le directeur du bureau de Concordia, où travaillait Dicky, était en déplacement sur l'île de Guadeloupe. Il n'a pas cru bon de faire la moindre communication auprès des agentEs, ne serait-ce que par la voie hiérarchique, alors que, évidemment choqués par la nouvelle, ils et elles étaient rassemblés devant l'établissement (avec usage de leur droit de retrait). Il a fallu attendre deux jours avant que ce monsieur, accompagné

SUICIDE D'UN FACTEUR À SAINT-MARTIN

Mépris colonial à La Poste

Le 8 juin, le corps de Dicky Lisca, était retrouvé sans vie. Ce postier de 34 ans s'était donné la mort pendant le week-end. Il était en arrêt de travail, à cause d'une sanction disciplinaire prononcée contre lui. Ce drame est symptomatique de la situation à La Poste de Saint-Martin.



DR

du directeur régional, daigne se déplacer. Et encore, ces dirigeants n'ont pas eu un mot en direction

des agentEs devant lesquels ils sont passés. Visiblement munis d'ocillères en plus de leur masque,

ils sont entrés dans le bureau sans s'arrêter.

L'attitude de la direction nationale n'est guère meilleure. La fédération Sud PTT a écrit au PDG Philippe Wahl le 15 juin, pour demander une intervention du siège et une rencontre avec les organisations syndicales sur place. À l'heure où ces lignes sont écrites, c'est toujours le silence total.

Une expertise a été votée par le CHSCT. C'est une première étape nécessaire, pour faire la lumière sur le suicide de ce jeune collègue, et mettre fin à cette politique insupportable de clientélisme, de paternalisme et de violence patronale. La pression des postierEs de Saint-Martin et de toute la Guadeloupe pèsera évidemment dans la balance.

Édouard Gautier

AUTOMOBILE – RENAULT SalariéEs, intérimaires, prestataires : touTEs viséEs

Chez Renault, les semaines se suivent et se ressemblent. Un CCSE (comité social et économique central) et des CSE dans certains établissements se sont tenus le 16 juin : ils confirment et détaillent les 4 600 suppressions d'emplois annoncées pour la France.

En tout, ce sont 2100 postes de travail dans les usines dont Renault envisage la suppression. Les menaces, même différées, qui pèsent sur les activités de Maubeuge, Dieppe et de la Fonderie de Bretagne sont toujours là. La fermeture de l'usine de Choisy est toujours décidée. Et pour l'usine de Flins, c'est l'arrêt de l'assemblage des véhicules. En plus du déménagement de l'activité de Choisy, il n'y a que des plans fumeux qui cachent mal l'intention de la direction de fermer à terme l'usine de Flins.

Une attaque d'ampleur, une riposte pas encore à la hauteur

Les précisions sont venues pour l'ingénierie. Avec 1500 départs sur 8900 salariéEs, les suppressions d'emplois y sont proportionnellement encore plus fortes que dans les autres secteurs. Même constat pour les postes administratifs, avec 1000 départs prévus sur 6600. En plus, 3000 des 5000 prestataires actuellement en poste chez Renault, principalement dans les centres d'études, devraient partir. Une véritable saignée ! Pour le seul site de Lardy, ce seraient 800 emplois menacés en moins de trois ans, 200 salariéEs Renault et 600 prestataires. Et pour les intérimaires employés principalement dans les usines, il faut déjà compter 1000 départs dans la seule usine de Flins.

Face à une attaque de cette ampleur, la riposte tarde à être à la hauteur. Dans l'usine de Flins, plusieurs centaines d'ouvrierEs ont débrayé le 17 juin, c'est une première depuis l'annonce du plan Renault. Rassemblement et débrayages étaient soutenus par tous les syndicats de Renault, y compris les plus traditionnellement engagés dans l'accompagnement des politiques de la direction. Tous étaient présents avec délégations et des banderoles. D'autres débrayages ont eu lieu dans l'usine de Cléon et au centre de Lardy, où des prestataires ont participé au mouvement. Dans le centre de Guyancourt (plus de 9000 salariéEs), à l'initiative de la CGT, a été rédigée une déclaration intersyndicale (hors Sud) qui, amendée par la CGC, propose une « co-construction » avec la direction d'une bonne politique industrielle. On a vu mieux comme appel à la mobilisation !

Le rapport de forces à construire ne peut que s'appuyer sur toutes les grèves et expressions de résistance qui apparaissent. C'est pourquoi une véritable coordination entre équipes militantes et syndicales est indispensable. Pour préparer le touTEs ensemble sans lequel on ne pourra pas gagner, le temps est compté.

Correspondants



DR

permis une réelle reprise pédagogique et n'ont fait que creuser encore plus les inégalités sociales.

Deux semaines plus tard, le 14 juin, toujours sans anticipation et par la presse, Macron annonce l'accueil de tous les élèves à plein temps dès le 22 juin. Le protocole sanitaire n'est publié que le 17 juin, puis allégé dès le 18. La plupart des mesures sanitaires disparaissent. Finalement, Blanquer doit reconnaître que les établissements n'auront pas les moyens d'accueillir tous les élèves. Les personnels sont noyés sous les ordres et contre-ordres.

Pendant ce temps, un bac mention n'importe quoi

Face au confinement, la seule mesure juste socialement était de donner le bac à touTEs. Blanquer a choisi de

jouer avec les nerfs des candidatEs en annonçant des solutions différentes tous les quatre matins. Finalement, le bac sera attribué sur la base des moyennes des trimestres précédents, mais le ministère a laissé la possibilité aux établissements de les modifier. Dans chaque établissement, les équipes pédagogiques ont donc cherché des formules locales. Dans les faits ce sont les grands lycées d'élite (habités à sous-noter pour préparer aux classes prépas) qui ont le plus modifié les notes en faveur de leurs élèves. Et pour être bien sûr que les privilèges sociaux ne soient pas altérés, les jurys de bac ont pour consigne de garantir un taux de réussite local équivalent aux dernières années pour chaque lycée, filière par filière. Les bachelierEs auront donc un diplôme ultra-local qui ne dépend

que du lycée dans lequel ils ont étudié. Blanquer doit être ravi, lui qui veut détruire le bac national.

Lutter ensemble pour dégager Blanquer et ses projets

L'objectif de Blanquer est clair : finir l'année scolaire comme si de rien n'était, ignorer les conséquences du confinement (la formule magique « vacances apprenantes » n'y changera rien), et surtout ne pas rendre de comptes, allant jusqu'à alimenter une campagne calomnieuse sur le prétendu « décrochage » des profs.

Le mépris des personnels, le management par la surprise et l'urgence quotidienne, ont enfermé le milieu enseignant dans un quotidien étouffant et la sidération. Personne, à une échelle large, n'a pu poser la question du bilan



DR

pédagogique des trois derniers mois, des moyens nécessaires pour y remédier pour touTEs les élèves. Blanquer, lui compte bien accélérer : suppressions de classes, des diplômes nationaux, école numérique...

Pourtant l'urgence est de dégager du temps et des moyens pour préparer les années prochaines et amortir le rattrapage du temps perdu : aménager les programmes, recruter massivement pour faire baisser les effectifs par classe, mettre en place des dispositifs humains de soutien, mettre aux normes les bâtiments, et anticiper une éventuelle nouvelle épidémie. Pour cela, le ministre nous le démontre chaque jour, on ne pourra compter que sur nos mobilisations ! Si l'on ne fait rien en juin, septembre sera chaud !

Nicolas Mousset



L'Anticapitaliste

Abonnez-vous, et faites s'abonner vos collègues, vos amiEs, votre famille!

Avec la sortie du confinement, nous avons décidé de lancer une campagne d'abonnement à notre presse.

S'abonner à *L'Anticapitaliste* est, en premier lieu, la garantie de recevoir, chaque semaine à domicile, notre hebdomadaire, avec son édito, ses rubriques récurrentes, ses dossiers, sa page culture, ses articles d'actualité... L'abonnement couplé avec la revue mensuelle permet en outre de recevoir chaque mois une revue de 36 pages, avec des articles plus analytiques, des dossiers plus approfondis, des textes de débat, etc. Un confort qui demeure appréciable, même à l'heure du tout-numérique : en témoignent les nombreux messages que nous avons reçus de lecteurEs frustréEs de ne pas recevoir, durant les deux mois de confinement, notre presse!

L'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet

ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



Garantir l'avenir de la presse anticapitaliste

L'abonnement est en outre un geste de soutien à notre presse. Nous ne possédons pas les millions des grands groupes. Nos articles sont rédigés par les militantEs et, pour l'international, par des correspondantEs d'organisations politiques anticapitalistes. Si nous arrivons à vivre, à imprimer nos publications et à les envoyer à travers le pays, c'est grâce à l'argent des ventes, des abonnements, et au soutien financier du NPA, de ses militantEs et de ses sympathisantEs. S'abonner, outre un accès régulier aux informations et aux analyses du NPA, c'est donc le moyen de soutenir notre presse, de nous aider à l'améliorer et à pouvoir la diffuser plus largement. Souvent, les anticapitalistes n'aiment pas parler d'argent. Mais cela va mieux en le disant : notre système de presse a un coût important, qui s'est considérablement accru au cours des dernières années avec, notamment, l'explosion des tarifs postaux. C'est pourquoi nous avons décidé récemment, et pour la première fois depuis la création de notre hebdo il y a 11 ans, d'en augmenter le tarif. Un petit effort financier qui peut nous permettre de réduire partiellement le déficit de notre système de presse, mais qui doit s'accompagner d'une augmentation substantielle du nombre d'abonnéEs, seule garantie d'une pérennité de nos publications papier. Depuis le lancement de *L'Anticapitaliste* il y a plus de 11 ans et de 500 numéros, nous cherchons constamment à améliorer la qualité de notre presse. Il reste néanmoins beaucoup à faire. Nous souhaiterions disposer d'un système de presse et de communication encore plus riche, plus réactif, plus en phase avec les mouvements, et plus accessible. Cela passera forcément par un développement de la diffusion, par des ventes militantes mais aussi grâce à un socle important d'abonnéEs, garant, entre autres, d'un avenir financier plus solide. Alors, pour que l'aventure continue, nous comptons sur vous : abonnez-vous, faites s'abonner vos collègues, vos amiEs, votre famille... et que vive la presse anticapitaliste!

Bordeaux

Faire rentrer la colère sociale dans la mairie

L'équipe de «Bordeaux en Luttés» a le moral. Un sondage, bien qu'à relativiser, nous maintient à 11%. Certes, nous sommes loin des deux cadors qui s'affrontent, LR-LREM à 49% et ÉELV-PS à 40%, mais l'objectif, on est lucides, n'est pas d'emporter la mairie mais d'avoir plusieurs éluEs, au moins trois ou quatre pour faire du bruit mais aussi pour faire bouger les choses.

Le contexte reste particulier, toujours marqué par la crise sanitaire et la crise économique qui vient, par ce monde d'après qui ressemble à celui d'hier en pire. Dans cette campagne, on sent bien ce climat de désignation, avec de profondes inquiétudes. Il y a un ras-le-bol ambiant, une colère plus ou moins visible. Ces derniers jours, plusieurs mobilisations ont permis de la faire entendre : une grosse manifestation pour l'hôpital, le service public et le personnel soignant ; manifestations importantes contre le racisme et les violences policières ; des initiatives en solidarité avec les réfugiéEs et contre les expulsions de squats. Du coup on fait campagne au fil des manifestations et des luttes diverses, sur un terrain qui nous est familier. Cela contrebalance l'ambiance fataliste et permet d'aborder plus facilement la perspective de résistance, de ne plus se laisser faire.

Programme de rupture appuyé sur les mobilisations

Ainsi l'opposition est plus claire entre d'une part, les politiciens, qu'ils soient de droite ou de «gauche», courant après le pouvoir et, d'autre part, une liste militante qui met en avant les questions primordiales de rapport de forces entre camps sociaux et la nécessaire mobilisation de la population pour changer la donne. En effet, notre programme de rupture n'est valable que s'il est défendu collectivement après les élections. Car il ne suffit



FB BORDEAUX EN LUTTES

pas de voter un jour et d'attendre la fin du mandat pour recommencer. C'est de tout cela que nous essayons de discuter. Comment, après le 28 juin, une fois les conseillerEs militantEs élus, réussir à faire le lien entre les luttes et le «parlement», comment faire entendre les revendications et les besoins des populations dans les quartiers et quels moyens se donner ?

Car, même si on n'est pas bons en arithmétique, ce n'est pas compliqué de comprendre qu'à trois, quatre ou cinq éluEs, dans une assemblée de 65 personnes, on ne pèse pas lourd et on risque fort d'être impuissants. Notre utilité dépend donc des liens que nous saurons construire avec les milieux associatifs, syndicaux, les collectifs militants ou même avec les employéEs de la ville dans les services sociaux ou culturels.

Nous ne sommes pas encore élus mais nous imaginons déjà la suite. La perception est positive, des gens nous attendent, même si globalement la désignation domine. Il y a un espoir. Notre présence dans cette finale à trois fait discuter et réfléchir. Elle permet notamment de questionner la démocratie, la répartition des richesses, la rupture avec les politiques antisociales, une écologie radicale et populaire, à la différence d'une écologie se résumant à quelques arbres sur les trottoirs ou des pistes de vélo plus longues.

Bordeaux bourgeois vs Bordeaux populaire

Notre présence ne suscite pas que des sympathies. Les juppéistes au pouvoir se concentrent sur le pouvoir qu'ils veulent garder. Ils ne nous calculent pas, nous ne sommes

pas (encore) une menace pour eux. Par contre, la liste ÉELV-PS et leurs soutiens comme le PC expriment leur hostilité. Ils nous ont d'abord invisibilisés et ignorés. Mais depuis le sondage du 18 juin qui montre qu'on résiste très bien à la pression du prétendu vote utile, leur hargne a grandi. On empêcherait la chance historique de Bordeaux de basculer à «gauche» donc on doit se retirer. C'est simple. Les attaques se succèdent sur les réseaux sociaux. Sauf que à force de mener une campagne «apolitique», l'organe en permanence sur le centre ou leur droite, ne parlant quasiment jamais de social, ni de quartiers populaires sauf pour dire qu'il y a des incivilités à combattre, justifiant ainsi le recrutement de policiers municipaux, cette liste ÉELV-PS est en train de perdre toute seule. L'espoir de virer les juppéistes, au pouvoir à Bordeaux depuis plus de 70 ans, est une réalité. Ce qui nous met la pression bien sûr. Mais on réussit à faire entendre que le repère n'est pas seulement droite-gauche, qu'il doit être aussi celui des oppositions de camps sociaux, du Bordeaux bourgeois et du Bordeaux populaire, on fait entendre les urgences sociales, notre anticapitalisme. Résultat : nous rencontrons sympathie et soutien partout dans la rue. Donc on tient et on s'accroche. Volontairement, notre dernière affiche dit «On est là», comme une spéciale dédicace à ceux qui voulaient se disputer le pouvoir entre eux.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

Université d'été

Ensemble, déconfinons nos colères!

Rendez-vous à Port-Leucate du dimanche 23 au mercredi 26 août.

Pour toutes celles et ceux qui combattent le capitalisme, ce système qui broie autant nos vies qu'il étouffe la planète, l'année qui vient de s'écouler a été une nouvelle démonstration qu'il y a urgence à se mobiliser au quotidien, à reconstruire une représentation politique pour tous les exploités, et à porter un projet révolutionnaire.

Un année riche

Après l'irruption des Gilets jaunes en 2018, une mobilisation populaire durement réprimée par ce pouvoir, Macron et ses amis de la finance ont voulu nous imposer il y a quelques mois une contre-réforme des retraites qui se solderait par un recul sans précédent des conditions de vie du monde du travail. En réponse, la grève reconductible, en particulier dans les transports publics, a été l'expression d'une colère et d'une résistance exemplaire. Dans le même temps, d'autres combats ont pris massivement la rue, pour l'égalité des droits femmes-hommes ou dans la jeunesse pour la justice climatique. Dans les semaines qui ont suivi, le développement de la pandémie du



Covid-19 a mis en lumière le sinistre bilan de décennies de politiques libérales sur notre système de santé, et l'incurie des dirigeants actuels à répondre aux urgences sanitaires, n'ayant pour seule réponse en catastrophe que le confinement généralisé et une panoplie de mesures liberticides. Alors que depuis quelques semaines, les luttes se déconfinent dans le

secteur de la santé en «première ligne», contre le racisme et les violences policières ou en solidarité avec les sans-papiers, beaucoup s'interroge sur l'avenir que nous prépare ceux qui sont à la tête de l'État et les capitalistes qu'ils servent.

Préparer la rentrée, débattre des perspectives

Aussi, face à l'inconnue dans laquelle nous plonge ce système, il est urgent de tracer le chemin vers un «monde d'après» débarrassé de l'exploitation et des oppressions. Cette douzième université d'été du NPA arrive donc à point nommé pour nous retrouver afin de préparer ensemble la rentrée politique et sociale et débattre des perspectives à construire pour l'émancipation. Meeting de rentrée, rencontres internationales, invitéEs venus d'horizon divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes liées à la crise sanitaire du Covid-19, notre université d'été va rester plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs...), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des

spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

Commission université d'été

TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800€	124€
entre 800€ et 1 000€	144€
entre 1 000€ et 1 220€	168€
entre 1 220€ et 1 320€	200€
entre 1 320€ et 1 420€	224€
entre 1 420€ et 1 720€	264€
entre 1 720€ et 2 020€	300€
entre 2 020€ et 2 520€	320€
entre 2 520€ et 3 000€	356€
entre 3 000€ et 3 500€	396€
entre 3 500€ et 4 000€	448€
supérieur à 4 000€	504€
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112€
plus de 11 ans	124€

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 22 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 27 août inclus.

MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.
 - Carte bancaire (à l'adresse : www.npa2009.org/UE2020)
 - Chèques (à l'ordre de «NPA Souscriptions»)
 - Chèques-vacances (à l'ordre de «Rives des Corbières»)
 - Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS :

VENDREDI 14 AOÛT 2020

INSCRIPTION EN LIGNE : WWW.NPA2009.ORG/UE2020

18 juin 1940

De Gaulle du côté de la liberté et de la démocratie ?

Si les commentateurs se sont amusés de la posture de Macron dans sa commémoration de l'Appel du 18 juin 1940, ils sont pourtant nombreux dans la classe politique à essayer d'établir leur filiation avec « le Général ». De la gauche à l'extrême droite, chacun tente de mettre de Gaulle à sa sauce.

Seul « loupé » dans ces multiples tentatives de constituer l'arbre généalogique du gaullisme : Marine Le Pen, chahutée sur l'Île de Sein par « des antifas »... dont certains octogénaires qui n'ont pas apprécié l'hommage. Qui plus est un 17 juin, jour de l'allocution... de Pétain ! Chassez le naturel, il revient au galop.

D'une guerre impérialiste à l'autre

De gauche à droite, tout le monde se met d'accord sur l'appel du 18 juin : de Gaulle était du côté de la liberté et de la démocratie contre le fascisme hitlérien et ses collabos pétainistes. Une version de l'histoire qui fait la part belle aux impérialistes français et anglo-américain...

Loin de défendre la liberté des peuples, la France et la Grande-Bretagne se battent pour conserver leur hégémonie en Europe et leurs empires coloniaux respectifs, face à un capitalisme allemand bridé par le Traité de Versailles au lendemain de la Première Guerre mondiale par les vainqueurs, France en tête. La paix de 1918 n'était pas moins impérialiste que la guerre. La concurrence entre trusts capitalistes se disputant le contrôle des colonies n'était en rien réglée par la création de la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, qui ne servait qu'à maintenir cet ordre impérialiste au profit des grandes puissances victorieuses.

La Seconde Guerre mondiale est le prolongement de la première. Un conflit impérialiste pour le partage du monde entre des trusts capitalistes concurrents soutenus par leur État. Si la guerre menaçait depuis longtemps, l'Angleterre préférerait trouver un terrain d'entente avec les régimes fascistes plutôt que de se risquer à une guerre mondiale dans laquelle elle risquait de perdre ses colonies. Ainsi, la « démocratie » anglaise laisse Mussolini coloniser l'Éthiopie afin de le détourner d'Hitler, tandis que la III^e République dirigée par Léon Blum abandonne les travailleurEs d'Espagne à Franco soutenu par les régimes fascistes allemand et italien. En 1938, les accords de Munich entraînent le démembrement de la Tchécoslovaquie au profit du Reich.

En échange d'un morceau d'Europe, les impérialismes français et anglais espèrent préserver leur domination coloniale et les profits qui vont avec, tandis que les États-Unis préfèrent encore mettre le continent américain en coupe réglée avant de se lancer dans une guerre pour se repartager le monde. C'est la signature du pacte germano-soviétique en août 1939



BBC

et l'invasion de la Pologne en septembre 1939 qui met fin aux tentatives des capitalistes français et anglais de diriger Hitler vers une invasion de l'URSS et les pousse finalement à entrer ensemble en guerre contre le fascisme avec lequel ils négociaient quelques mois plus tôt. Après six mois de « drôle de guerre », la France est surclassée par l'Allemagne en quelques semaines à peine. Cette défaite militaire révèle le véritable rapport de forces entre les grandes puissances, notamment la faiblesse d'un impérialisme français moins dynamique que son voisin allemand qui lorgne sur ses colonies pour y exploiter les matières premières et la population.

Une solution de rechange pour la bourgeoisie française

Pendant que la population est éreintée par l'Exode de Mai 1940, la bourgeoisie française se résout en bonne partie à accepter la tutelle allemande. Le gouvernement Reynaud démissionne le 16 juin et cède la place au Maréchal Pétain, nommé par le président de la République pour négocier les termes de l'occupation allemande : la bourgeoisie française souhaite surtout conserver une partie de son appareil d'État et maintenir l'ordre dans une période troublée. C'est ainsi que l'Assemblée élue en 1936 vote le 10 juillet les pleins pouvoirs à Pétain.

Le patronat français s'engage largement dans la collaboration avec l'Allemagne pour défendre ses intérêts. Échaudé par les grèves de mai-juin 1936, il s'en prend d'emblée à la classe ouvrière, rendue responsable de la défaite par sa paresse : la

loi sur les 40 heures de travail hebdomadaire et les congés payés sont pointés du doigt par une bourgeoisie qui veut prendre sa revanche et faire payer l'armistice (signé dès le 22 juin) aux classes populaires. Pendant que le patronat se prépare à exploiter les travailleurEs à l'ombre du III^e Reich, le 18 juin, de l'autre côté de la Manche, de Gaulle prononce sur les ondes un discours destiné aux forces françaises présentes en Grande-Bretagne et dans les colonies. Il entend s'appuyer sur l'impérialisme britannique et l'empire colonial français, mais ne rencontre pas encore d'échos. Ni dans une population perdue sur les routes et complètement désorientée par la défaite, ni dans la bourgeoisie qui ignore l'appel de cet officier à peu près inconnu (il est promu général de brigade le 6 juin en étant nommé sous-secrétaire d'État) et cherche plutôt à sauver les meubles et à maintenir un appareil d'État pour éviter de subir le sort de la Pologne. Néanmoins, de Gaulle réussit à ranger derrière lui une partie de l'armée. D'abord pour peser face à l'impérialisme britannique qui lorgne lui aussi sur l'empire colonial, mais aussi afin de reconstruire un appareil d'État et de préparer la suite, en cas de victoire des Alliés. Une manière aussi d'attirer à lui certaines franges du patronat qui chercheront des options de rechange, quand l'impérialisme allemand se heurtera à des obstacles. En effet, le patronat français accepte l'Occupation mais demeure prévoyant... et ne place pas tous ses œufs dans le même panier. D'abord ignoré par les Anglo-Américains qui cherchent d'autres relais auprès de

contre l'occupant allemand dans les strictes limites de la restauration d'un nouvel État bourgeois, sous parapluie anglo-américain. De Gaulle devient ainsi le chef de cette armée intérieure (bien plus puissante que les restes d'armée baptisés Forces françaises libres), qui permettra lors de la Libération de contrecarrer l'influence des Alliés et surtout de maintenir l'ordre social après la défaite allemande.

Transformer la guerre impérialiste en guerre civile

Le sort des classes populaires n'est pas le problème de De Gaulle. C'est pourtant dès juin 1940 que les coups pleuvent sur les travailleurEs qui font les frais de la débâcle. À l'époque, les partis qui revendiquent sa direction ne proposent aucune perspective. Après avoir prouvé sa loyauté aux capitalistes français (notamment lors des grèves de 1936), la SFIO est paralysée tandis qu'une partie de ses parlementaires s'offre à Pétain, ce qui ne l'empêche pas d'être ensuite réprimée. Le PCF, lui, a suivi la bureaucratie stalinienne et brusquement soutenu le Pacte germano-soviétique en août 1939 (ce qui lui vaut d'être interdit dès le début de la guerre), désorientant profondément la classe ouvrière.

Pourtant, ce sont les travailleurEs qui paient la note de l'Occupation : par les privations, les conditions de travail qui empirent et la répression. Sans parler des persécutions « raciales » orchestrées par Vichy pour le compte des nazis (qui n'ont d'ailleurs pas pesé lourd dans les calculs des impérialistes anglo-américains, habitués à la ségrégation chez eux ou dans leurs colonies). Après avoir envoyé 5 millions d'ouvriers et de paysans défendre la République en 1940, les capitalistes français se mettent tant bien que mal à l'heure allemande avec Pétain. De Gaulle, lui, prépare la revanche dans la perspective d'un nouveau Traité de Versailles, espérant que les États-Unis et l'Angleterre laisseront à la France ses colonies.

Si la dureté de l'Occupation exigeait une réponse du prolétariat, ce n'était certainement

pas derrière l'un ou l'autre. C'était contre les nazis, leurs sbires vichystes et le patronat, mais en toute indépendance des courants bourgeois qui voulaient recommencer à « exploiter français ». Le nationalisme gaulliste ou stalinien (après 1941) ne pouvait contribuer qu'à détourner les travailleurEs de leurs intérêts de classe et à les mettre à la remorque de leurs exploiters. Transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre les exploiters, comme en 1917, voilà ce qui était à l'ordre du jour.

Seule l'indépendance de classe du prolétariat pouvait lui permettre de se préparer à ouvrir les brèches qui allaient apparaître dans la domination hitlérienne. Non pas pour une libération des capitalistes français du carcan de l'impérialisme allemand, mais pour libérer la société du capitalisme et de ses fléaux. Dans cette lutte, les alliés n'étaient pas les bourgeois anglais ou américains, mais bien les travailleurEs de tous les pays. Et se débarrasser de Hitler en tablant sur l'impérialisme rival n'était en rien une solution...

Léon Trotsky écrivait en 1940 : « Pour créer une situation révolutionnaire, disent les sophistes du social-patriotisme, il faut porter un coup à Hitler. Pour remporter une victoire sur Hitler, il faut soutenir les démocraties impérialistes. Mais si, pour sauver "les démocraties", le prolétariat renonce à une politique révolutionnaire indépendante, qui, au juste, utiliserait une situation révolutionnaire naissant de la défaite de Hitler ? »¹

Le ralliement du PCF stalinisé à de Gaulle a précisément fait de cette Libération la restauration d'un État bourgeois pour défendre les intérêts des capitalistes français. Un État gaulliste qui, le jour où l'Allemagne capitulait, bombardait des milliers d'Algériens à Sétif et à Guelma, coupables d'avoir menacé l'ordre colonial. À travers la commémoration de l'Appel du 18 juin et l'hommage à de Gaulle, c'est bien le rétablissement de l'impérialisme français que célèbre la bourgeoisie.

Pierre Levain

1 – Léon Trotsky, « Notre cap ne change pas », 30 juin 1940.



De Gaulle et des pilotes des FFL. DR

«Le message est clair : toute contestation au Centre hospitalier du Rouvray sera désormais sévèrement réprimée»

Entretien. Fethi Bretel, 41 ans, est psychiatre en exercice depuis 2007. Praticien hospitalier, en disponibilité du centre hospitalier du Rouvray depuis 2016, il exerce comme salarié à temps partiel dans un hôpital de jour privé. Il siège au conseil national de l'Union syndicale de la psychiatrie. Par ailleurs, il a monté une conférence gesticulée auprès de l'Ardeur (association d'éducation populaire) intitulée «Je ne suis pas là pour vous écouter», ou la démission de la psychiatrie face au capitalisme. Nous revenons avec lui sur la situation du centre hospitalier du Rouvray, de nouveau en mobilisation.

Tu as participé activement au mouvement du centre hospitalier (CH) du Rouvray avec les personnels il y a deux ans. Peux-tu expliquer les raisons de ton engagement ?

En 2016 j'avais été contraint de quitter le CH du Rouvray, laissant mes patientEs et mes collègues. Le directeur de l'époque m'avait recommandé de quitter l'établissement suite à ma candidature surprise à la présidence de la Commission médicale d'établissement en face du seul candidat déclaré, à savoir le président sortant, qui était mon ancien chef, et avec lequel j'étais en conflit sur des enjeux d'organisation des soins au sein du Pôle Rouen rive droite. Celui-là même que j'ai accusé de régner par la terreur et faire le jeu des gestionnaires au moment de la grève de la faim¹. Quand des salariéEs du CH du Rouvray ont commencé une grève de la faim, les soutien a été une évidence, moi qui m'étais senti bien isolé, sans aucune expérience militante, au sein de la communauté médicale. Ce qui se passait à l'intérieur de l'hôpital (la maltraitance généralisée des patientEs et la souffrance non moins généralisée des soignantEs) devait apparaître au grand jour, car l'Agence régionale de santé laissait faire en connaissance de cause et continuait de couper les robinets, quelle que soit l'horreur de la réalité de terrain à Rouen comme au Havre.

Durant cette lutte, tu faisais partie du comité de soutien en tant que médecin psychiatre. Peux-tu raconter le rôle joué par le comité de soutien et comment tu y es intervenu ?

C'est au sixième jour de la grève de la faim que s'est constitué le comité de soutien. J'étais là et j'ai voulu prendre la parole pour afficher mon soutien déterminé, ce d'autant plus que je n'y ai vu presque aucun autre psychiatre de l'établissement. À ce moment-là, un médecin que je ne connaissais pas, Frank Prouhet (qui me dit plus tard être militant au NPA), a appelé au renfort médical au sein d'un comité qui assurerait désormais le suivi des grévistes de la faim, en relais du SAMU, congédié par les grévistes qui voulaient se soustraire à leur soumission à la préfecture. Et même si je n'y connaissais rien au suivi médical d'une grève de la faim, j'étais médecin et je m'y suis retrouvé à veiller au «moral des troupes». Je me suis inscrit spontanément dans le comité de soutien qui a eu un rôle déterminant dans la construction de convergences locales. On voit aujourd'hui que ce qui a été soudé il y a deux ans est prêt à se réactiver dans l'adversité. Je pense que c'est précieux, car c'est un fil conducteur dans une lutte qui se joue également à long terme.

Pourquoi les personnels du Rouvray ont-ils repris la lutte aujourd'hui ?

La lutte ne s'est jamais éteinte depuis la grève de la faim du Rouvray en 2018. Tant que ceux qui y ont mouillé leur chemise restent au CH du Rouvray, la lutte ne pourra pas s'arrêter. C'est bien pour ça que la répression actuelle s'abat précisément sur eux, pour en faire des exemples au moyen d'une sanction suffisamment sévère pour dissuader les autres de toute velléité de renverser l'ordre établi. Ce qui a mis le feu aux poudres récemment, c'est la décision du directeur de s'attaquer à neuf salariés par une menace de sanction disciplinaire, leur reprochant principalement d'avoir dérogé à leur devoir de réserve en publiant une note interne sur les réseaux sociaux, préconisant, en cas de suspicion de Covid chez un patientE, de ne pas lui fournir de masque chirurgical et, au soignant de réutiliser le sien après l'avoir fait sécher. Cette note n'est pas signée et n'a pas été soumise au CHSCT avant publication. Des poursuites sont désormais engagées à l'encontre de deux infirmiers, convoqués en conseil de discipline les 24 et 30 juin pour une sanction de suspension pendant une période allant de trois mois à deux ans. Mais en réalité, on est dans la continuité de la lutte entreprise en 2018. Le directeur qui cible ainsi des figures engagées dans la lutte est le même qui avait été nommé par l'ARS suite à la grève de 2018 pour rétablir l'ordre à l'hôpital. Le message est clair : toute contestation au CH du Rouvray sera désormais sévèrement réprimée.



Peux-tu dire quelques mots sur la plainte lancée par 47 médecins au niveau national contre des ministres du gouvernement Macron ?

Je me suis en effet associé à une plainte collective émanant de médecins d'horizons divers, déposée à l'encontre de représentants de l'État pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui dans la gestion de la crise Covid (pénurie de masques, de tests de dépistage, mais aussi tri dans l'accès aux soins hospitaliers de nos aiméEs) et pour son ingérence dans les pratiques médicales (par une atteinte du secret médical avec le déploiement du Health data hub et une atteinte à la liberté de prescription, notamment autour de la chloroquine). Nous pensons que l'État se rend ainsi responsable de morts évitables liées au Covid et qu'il franchit un pas inacceptable en s'immisçant ainsi autoritairement dans les pratiques médicales.

Chaque année, le Printemps de la psychiatrie est le moment de parler de la situation de la psychiatrie en France. Que peux-tu en dire et

quelles ont été les prises de position à cette occasion ?

Le Printemps de la psychiatrie s'est constitué à la suite des luttes de 2018 en psychiatrie, car la grève de la faim au CH du Rouvray a été un point de départ d'une série de mouvements sociaux qui ont marqué les esprits, en passant par les Perchés du Havre, puis les Pinel en lutte à Amiens et la Psychiatrie parisienne unifiée à Paris, entre autres. Ce collectif, regroupant militantEs professionnels et usagerEs, revendique certes des moyens suffisants pour la psychiatrie, mais surtout une psychiatrie ré-humanisée qui oppose l'usage de la parole à celui, intempestif, des médicaments, qui s'oppose à l'enfermement sécuritaire et aux mesures coercitives à l'hôpital et qui défend la pluralité des pratiques psy. Une des dernières AG avait été proposée à Rouen, lieu devenu un emblème national des luttes en psychiatrie. Le Printemps suit de très près les événements au CH du Rouvray. C'est donc tout naturellement qu'il vient d'apporter son soutien aux salariéEs du Rouvray par un communiqué diffusé mardi 16 juin à l'issue de la manif du monde de la santé intitulé «Non à la dictature des directeurs !» Une délégation du Printemps se rend au CH du Rouvray à l'occasion de la première convocation en conseil de discipline mercredi 24 juin pour soutenir les collègues menacés.

Propos recueillis par Dominique Pierre.
1 – Voir Elsa Sabado, «À l'hôpital psychiatrique du Rouvray, les grévistes fêtent leur victoire», Mediapart, 9 juin 2018.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

ZEEV STERNHELL, SIONISTE ANTIFASCISTE.

Je tente parfois d'imaginer comment essaiera d'expliquer notre époque l'historien qui vivra dans cinquante ou cent ans. À quel moment a-t-on commencé, se demandera-t-il sans doute, à comprendre en Israël que ce pays, devenu État constitué lors de la guerre d'indépendance de 1948, fondé sur les ruines du judaïsme européen et au prix du sang de 1% de sa population, dont des milliers de combattants survivants de la Shoah, était devenu pour les non-juifs, sous sa domination, un monstre ? Quand, exactement, les Israéliens, au moins en partie, ont-ils compris que leur cruauté envers les non-juifs sous leur emprise en territoires occupés, leur détermination à briser les espoirs de liberté et d'indépendance des Palestiniens ou leur refus d'accorder l'asile aux réfugiés africains commençaient à saper la légitimité morale de leur existence nationale ? [...]

L'élément le plus important de cette nouvelle jurisprudence est une législation dite «loi sur l'État-nation» : il s'agit d'un acte constitutionnel nationaliste dur, que le nationalisme intégral maurassien d'antan n'aurait pas renié, que Mme Le Pen, aujourd'hui, n'oserait pas proposer, et que le nationalisme autoritaire et xénophobe polonais et hongrois accueillera avec satisfaction. [...]

Comme toute idéologie, le racisme allemand, lui aussi, avait évolué, et, à l'origine, il ne s'en était pris qu'aux droits de l'homme et du citoyen des juifs. Il est possible que sans la Seconde Guerre mondiale, le «problème juif» se serait soldé par une émigration «volontaire» des juifs des territoires sous contrôle allemand. Après tout, pratiquement tous les juifs d'Allemagne et d'Autriche ont pu sortir à temps. Il n'est pas exclu que pour certains à droite, le même sort puisse être réservé aux Palestiniens. Il faudrait seulement qu'une occasion se présente, une bonne guerre par exemple, accompagnée d'une révolution en Jordanie, qui permettrait de refouler vers l'Est une majeure partie des habitants de la Cisjordanie occupée. [...]

Dans le même ordre d'idées, d'ores et déjà, en cas d'annexion officielle des territoires occupés, eux et leurs partis politiques annoncent sans complexe qu'ils refuseront aux Palestiniens la nationalité israélienne, y compris, évidemment, le droit de vote. En ce qui concerne la majorité au pouvoir, les Palestiniens sont condamnés pour l'éternité au statut de population occupée. [...]

Ensuite vient l'apartheid, qui, selon la plupart des «penseurs» de la droite, pourrait, sous certaines conditions, s'appliquer également aux Arabes citoyens israéliens depuis la fondation de l'État.

Zeev Sternhell, «En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts», le Monde, 18 février 2018.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un **RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire
www.npa2009.org